

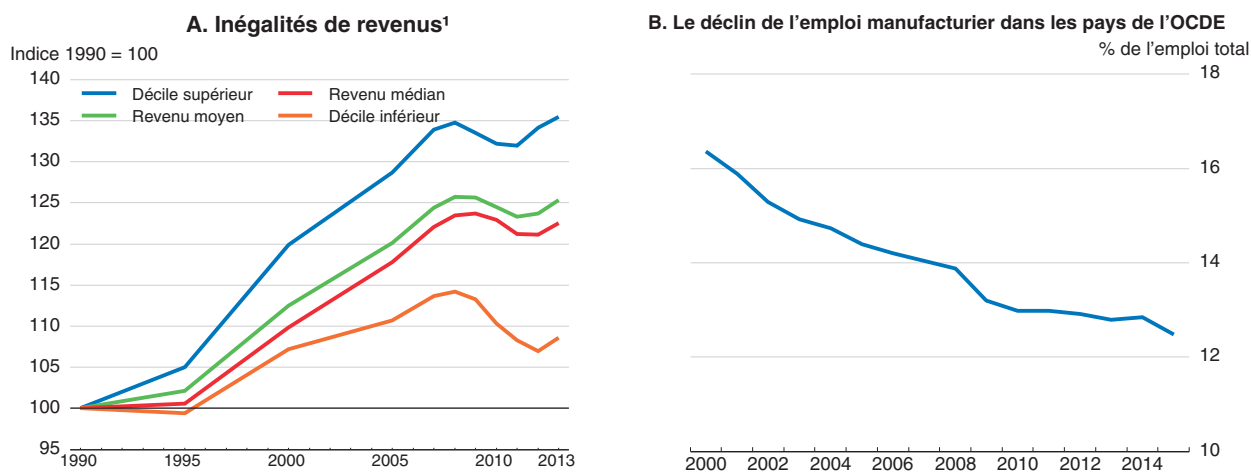
Chapitre 2

COMMENT RENDRE LE COMMERCE MONDIAL BÉNÉFIQUE POUR TOUS

Les échanges internationaux ont joué un rôle moteur dans la croissance économique mondiale et la convergence des niveaux de vie entre les pays. La libéralisation des échanges a engendré des gains économiques importants pour les économies de marché émergentes et fait reculer la pauvreté. La spécialisation fondée sur les avantages comparatifs et, de plus en plus, l'intégration commerciale induite par la technologie, accentuée par les chaînes de valeur mondiales, ont créé de nouveaux débouchés commerciaux et accru l'efficacité économique. La possibilité d'accéder à une gamme plus étendue de biens et services meilleur marché a amélioré le bien-être et le pouvoir d'achat des consommateurs.


Malgré ces avantages, l'hostilité contre les échanges internationaux grandit et les appels des responsables politiques à davantage de protectionnisme reçoivent un écho de plus en plus favorable dans les pays de l'OCDE – alors que le rythme de l'intégration commerciale a nettement marqué le pas depuis la crise (encadré 2.1). Les raisons du mécontentement grandissant de la population à l'égard de la situation économique sont multiples. Depuis le début des années 2000 (graphique 2.1, partie A), les inégalités se sont creusées dans beaucoup de pays, contribuant à une situation dans laquelle de nombreux ménages ont vu une progression nulle ou minime de leur revenu disponible. La situation du marché du travail est également un sujet de préoccupation : la part du travail dans le revenu des facteurs a diminué et la polarisation s'est accentuée avec le recul de la part des

Graphique 2.1. Les inégalités de revenu se creusent et l'emploi manufacturier décline



1. Le graphique décrit la moyenne non pondérée des 17 pays de l'OCDE pour lesquels des données sont disponibles : Allemagne, Canada, Danemark, États-Unis, Finlande, France, Grèce, Israël, Italie, Japon, Luxembourg, Mexique, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Royaume-Uni et Suède. Certains points de donnée ont été interpolés ou remplacés par la valeur correspondant à l'année disponible la plus proche.

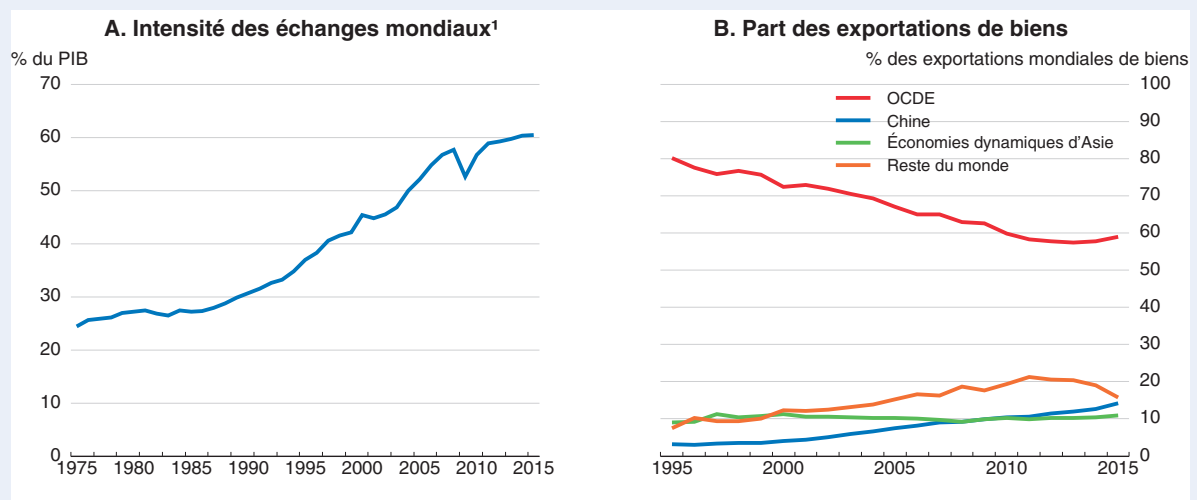
Source : Estimations de l'OCDE fondées sur OCDE (2015), Tous concernés : Pourquoi moins d'inégalité profite à tous, Éditions OCDE, Paris ; Base de données de l'OCDE sur les comptes nationaux ; et calculs de l'OCDE.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933502332>

Encadré 2.1. L'intégration commerciale s'est accrue


L'intégration commerciale a progressé à un rythme exceptionnel, en particulier pendant les deux décennies qui ont précédé la crise financière. Entre 1990 et 2015, l'intensité des échanges mondiaux, mesurée par la part du volume total d'exportations et d'importations de biens et services dans le PIB mondial, a doublé. Une grande partie de cette augmentation rapide de l'intensité commerciale peut être attribuée à l'essor des économies de marché émergentes (graphique ci-dessous). Depuis l'adhésion de la Chine à l'OMC en 2001, la part des exportations chinoises dans le volume mondial total d'exportations de marchandises s'est accru de 4 % environ à 12.6 % en 2016 (graphique ci-dessous). Durant la même période, la part des importations de biens de l'OCDE en provenance des économies émergentes a triplé. Les économies de marché émergentes sont également devenues des marchés d'exportation plus importants, en particulier pour les gros exportateurs de produits de base tels que par exemple l'Australie et le Brésil. En 2010, la part des pays du G7 dans les exportations manufacturières mondiales était retombée à son niveau de 1900 (Baldwin, 2016). Ces développements ont profondément remodelé l'économie mondiale, notamment en provoquant une transformation des modèles de spécialisation (Johansson et Olaberria, 2014). Depuis la crise financière, cependant, l'intégration commerciale s'est ralentie (Haugh et al., 2016).

Le poids des économies émergentes dans les échanges a augmenté au cours des deux dernières décennies



1. L'intensité des échanges mondiaux désigne la somme des volumes d'exportation et d'importation de biens et services rapportée au PIB au taux de change du marché.

Source : Base de données Comtrade des Nations Unies et calculs de l'OCDE.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933502294>

emplois moyennement qualifiés. L'emploi manufacturier continue aussi de régresser dans presque tous les pays de l'OCDE (graphique 2.1, partie B). Ces tendances partagées par un grand nombre de pays de l'OCDE et quelques économies de marché émergentes, résultent de plusieurs facteurs, en particulier le progrès technologique, l'évolution des préférences et le renforcement de l'intégration commerciale. Comprendre le rôle joué par chacun de ces facteurs est essentiel pour pouvoir mettre en œuvre des réponses appropriées.

L'évolution des préférences, de la technologie et des échanges font partie des facteurs fondamentaux qui sous-tendent une économie dynamique. Pour exploiter ces avantages, les pays doivent mettre en place des politiques qui encouragent ce dynamisme et le

développement des activités dans lesquelles leurs entreprises et leurs travailleurs sont compétitifs. Ce processus entraîne néanmoins des suppressions d'emplois et des modifications des salaires relatifs avec la contraction progressive de certains secteurs et l'évolution de la demande de qualifications. Dans les faits, les gains issus de ces changements sont généralement diffus tandis que leurs coûts sont le plus souvent concentrés, de longue durée et particulièrement lourds pour certaines personnes. Ainsi, les avantages qui résultent du prix inférieur des produits importés sont répartis entre tous les consommateurs, tandis que les perturbations associées à la concurrence des importations sont concentrées sur un petit groupe de travailleurs.

Ce chapitre examine l'importance relative de ces facteurs fondamentaux que sont les évolutions des préférences, de la technologie et des échanges. Il restreint ensuite le champ de l'analyse aux effets du renforcement de l'intégration commerciale sur les économies de l'OCDE et leurs marchés du travail, en s'intéressant plus particulièrement à l'impact des échanges sur les suppressions d'emplois et les inégalités de revenu. L'objectif est de répondre aux questions suivantes :

- Quels sont les principaux facteurs qui déterminent la composition sectorielle des économies ? Plus particulièrement, quel rôle les échanges ont-ils joué dans le déclin de l'emploi manufacturier ?
- En quoi le renforcement de l'intégration commerciale, notamment avec les économies de marché émergentes, a-t-il affecté les marchés d'exportation des économies avancées ?
- Quel est l'impact de l'intégration commerciale sur les inégalités salariales et la distribution du revenu ? Comment les régions se sont-elles adaptées – en particulier à l'échelon local – à la concurrence des importations provenant des pays à bas salaires ?

D'après les principaux résultats du chapitre (encadré 2.2), pour que les échanges et les mutations de la demande de qualifications associées à l'évolution des préférences et de la technologie soient bénéfiques à tous, il est nécessaire de centrer plus précisément les interventions sur les régions et les travailleurs qui en ont le plus besoin, c'est-à-dire qui sont particulièrement vulnérables face aux perturbations économiques. Les mesures qui aident au développement des régions et à l'adaptation des travailleurs au nouvel environnement ont les meilleures chances de réussite. Des programmes d'action renforcés visant à soutenir les travailleurs privés de leur emploi, à réduire les obstacles à la mobilité professionnelle et géographique et à favoriser l'acquisition des qualifications recherchées sur le marché du travail faciliteraient la transition des secteurs en déclin vers les activités en expansion. Il importe également de créer des conditions favorables à la croissance dans les régions frappées par les chocs liés à l'évolution des échanges, de la technologie et des préférences.

Ce chapitre se concentre sur les politiques que doivent adopter les pays pour faciliter l'adaptation à un environnement dynamique caractérisé par l'évolution des emplois et des qualifications. Cependant, les politiques nationales ne sont qu'une des composantes de l'approche globale qu'il faudra mettre en œuvre pour pouvoir relever les défis liés à la mondialisation et à l'évolution technologique. L'un des éléments de cette approche globale sera de renforcer les programmes d'action nationaux de manière à garantir une large répartition des gains et l'accès à une croissance inclusive. Les travaux de l'OCDE sur la croissance inclusive ont cerné les contours possibles de tels programmes d'action (OCDE, 2016a ; Causa et al., 2015). Un autre volet de cette approche globale consistera à adopter des mesures permettant d'établir des règles du jeu plus équitables en association

Encadré 2.2. Principaux constats

Préférences, technologie et échanges : les déterminants de la nature évolutive des emplois au niveau national

- La part du secteur manufacturier dans l'emploi continue à décliner dans la zone OCDE, mais à des degrés variables selon les pays. Les emplois de service ont augmenté.
- Les pertes d'emplois manufacturiers résultent de facteurs multiples, parmi lesquels le changement des préférences des consommateurs, le progrès technique et le poids croissant des intrants de service dans l'industrie et les échanges.
- La transition progressive vers des investissements fondés sur les actifs intellectuels et vers la consommation de services s'opère sous l'impulsion de l'évolution des préférences des consommateurs et de l'augmentation des revenus réels. La croissance relativement rapide de la productivité manufacturière n'a fait qu'accentuer le déclin de l'emploi manufacturier.
- Les déficits commerciaux expliquent une partie du déclin du secteur manufacturier dans certains pays. Cependant, leur incidence a été limitée en comparaison d'autres facteurs. Dans quelques économies avancées et dans de nombreuses économies de marché émergentes, les échanges ont permis de préserver les emplois manufacturiers, quand ils n'ont pas contribué à leur expansion.
- Dans les régions importatrices des pays qui entretiennent des liens étroits avec les chaînes de valeur mondiales, le nombre d'emplois manufacturiers augmente dans les secteurs ayant une plus forte intensité commerciale.

Les tendances récentes de la structure des échanges et leur incidence sur les marchés d'exportation des économies avancées

- Le volume des échanges de biens et services a considérablement augmenté au cours des trois dernières décennies, même si sa progression s'est ralentie depuis la crise financière. La part des économies de marché émergentes, en particulier de la Chine, dans les échanges mondiaux, s'est énormément accrue.
- La concurrence étrangère a modestement augmenté avec le renforcement de l'intégration commerciale. La gamme des produits pour lesquels les pays bénéficient d'un avantage concurrentiel relatif sur les marchés mondiaux a rétréci dans le cas d'un grand nombre de pays de l'OCDE, tandis que les économies de marché émergentes, en particulier la Chine, ont élargi leur domaine de spécialisation à partir d'une base étroite de produits. La gamme des produits exportés par la Chine reste en moyenne très différente de celle des produits exportés par les économies avancées.
- Les pays de l'OCDE ont progressé sur l'échelle de la complexité. La Chine a également progressé sur l'échelle de la qualité, quoique sa gamme de produits reste en moyenne moins complexe que celle des principales économies de l'OCDE.

Gros plan sur les échanges : les avantages

- Globalement, le renforcement de l'intégration commerciale a procuré des gains importants sur les plans de l'efficacité, de la productivité des entreprises et du bien-être des consommateurs.
- Ces tendances ont coïncidé avec un changement des spécialisations et un renforcement des chaînes de valeur mondiales, qui ont amené des avantages supplémentaires mais ont aussi causé des perturbations économiques.

Gros plan sur les échanges : les coûts pour les régions

- L'exposition accrue d'une région aux importations est parfois associée à un déclin de l'emploi manufacturier régional.
- La contraction de l'emploi manufacturier régional a tendance à être associée à un déclin global de l'emploi et des revenus d'activité dans la région. Cela tendrait à montrer qu'il existe des obstacles à l'adaptation et des effets d'entraînement importants au niveau régional.

Encadré 2.2. **Principaux constats** (suite)

- Une exposition accrue aux importations, parfois associée à un creusement des disparités régionales, implique des coûts de longue durée pour certains travailleurs et certaines régions. La faible mobilité géographique et intersectorielle de la main-d'œuvre amoindrit la capacité des économies locales à s'adapter aux chocs.

Liens entre les échanges et les inégalités de revenu

- Les importations en provenance des pays à bas salaires, conjuguées aux progrès technologiques, contribuent à la dispersion de la productivité des entreprises et accentuent la dispersion des salaires entre les entreprises. Cette tendance renforce la relation entre les salaires et la productivité au niveau des entreprises.
- L'intégration commerciale a coïncidé avec une polarisation croissante des emplois. Les données internationales laissent penser que les emplois répétitifs sont plus susceptibles d'être délocalisés et d'être associés à des baisses de salaire plus importantes.
- La concurrence exercée par les importations provenant des pays à bas salaires est associée à un déclin de la part du travail dans le revenu des facteurs dans certains pays de l'OCDE. Il sera nécessaire d'approfondir les recherches pour comprendre l'influence des échanges sur cette relation.

avec des accords internationaux, qui sont nécessaires pour rétablir la confiance (OCDE, 2017a). Des dispositions doivent notamment être prises au niveau mondial pour éviter que la mondialisation ne provoque un nivellement par le bas sur le plan des institutions et des normes, en particulier les normes relatives au travail et à la protection de l'environnement (OCDE, 2017b). Des accords multilatéraux de coopération fiscale, tels que ceux portant sur l'érosion de la base d'imposition et le transfert de bénéfices (BEPS), sont aussi indispensables pour réduire le transfert transfrontalier des bénéfices imposables, qui limite la capacité de collecte de recettes des autorités publiques (Akgun et al., 2017) et accentue la perception selon laquelle la mondialisation est « injuste ». L'expansion des échanges a également des implications pour la corruption, le commerce illégal et le commerce de produits de contrefaçon, qui ne peuvent être combattus qu'au moyen d'une coopération internationale (OCDE, 2016b ; OCDE/EUIPO, 2016).

Les échanges, la technologie et les préférences sont autant de facteurs qui modifient la structure des économies

Cette section analyse les principaux facteurs qui sous-tendent la modification de la composition sectorielle du PIB. Elle cherche à déterminer si les échanges ont joué un rôle dans le déclin du secteur manufacturier et, si tel est le cas, à quantifier ce rôle en comparaison de celui d'autres facteurs tels que la technologie et les préférences. Deux approches sont utilisées : une évaluation comptable de l'impact des flux nets d'échanges et une analyse économétrique de l'impact brut produit par les échanges sur l'emploi manufacturier à travers la concurrence des importations.

Les échanges ne sont pas le principal déterminant du changement structurel

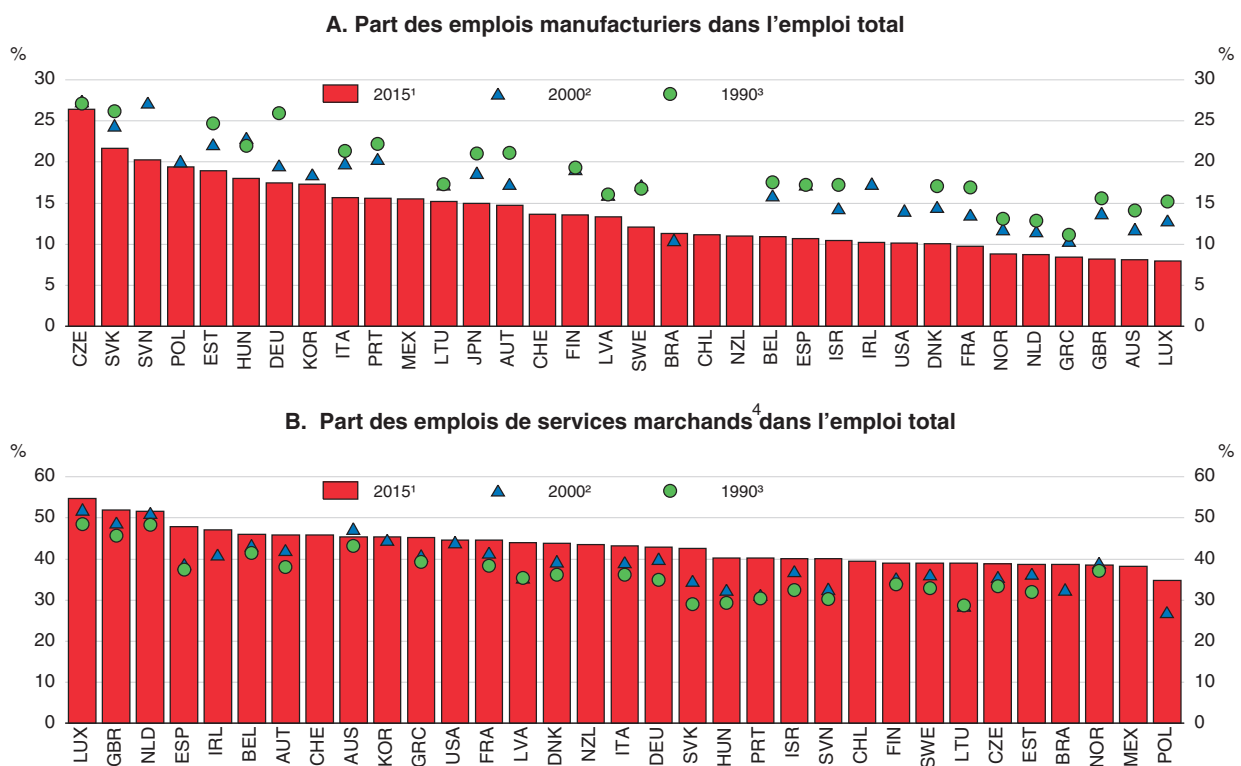
L'une des principales inquiétudes soulevées par l'intensification des échanges est que les importations détruisent des emplois, en particulier dans le secteur manufacturier. Le déclin marqué de l'emploi manufacturier sur le long terme est particulièrement préoccupant car il se conjugue à un marché du travail rigide (OCDE, 2009) et un taux de rotation des

emplois faible, qui ont pour conséquence de prolonger la durée des chocs subis par le secteur manufacturier, notamment ceux dus aux échanges. Entre 2000 et 2015, la part du secteur manufacturier dans l'emploi total a diminué dans toutes les économies avancées tandis que la part des emplois de service a augmenté (graphique 2.2). Il existe néanmoins des différences importantes entre les pays : par exemple, la part de l'emploi manufacturier a reculé de 4 points de pourcentage en Allemagne mais de 8 points au Royaume-Uni. Cette tendance est déjà ancienne dans de nombreux pays, remontant aux années 50 dans le cas des États-Unis et aux années 70 en France. Dans les économies de marché émergentes, le déclin de la part de l'emploi manufacturier dans l'emploi total a été moins prononcé.

Identifier les causes des changements de la composition sectorielle du PIB, et en particulier du déclin de l'emploi manufacturier, est difficile car plusieurs facteurs pertinents agissent simultanément.

Premièrement, une partie de la diminution de l'emploi manufacturier étant due à la réorganisation des activités économiques dans et entre les entreprises, le déclin mesuré est partiellement surestimé (Berlingieri, 2014 ; graphique 2.3, partie A). Plus

Graphique 2.2. **Évolution de l'emploi dans le secteur manufacturier et les services**




1. 2013 pour l'Australie et le Mexique ; 2014 pour le Brésil, le Japon et la Nouvelle Zélande.

2. 2004 pour la Corée.

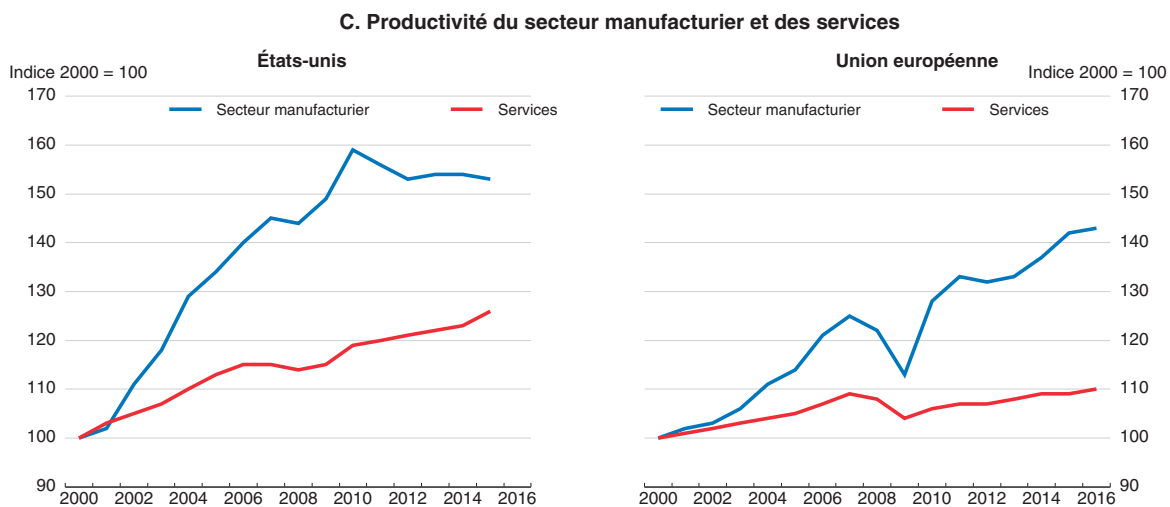
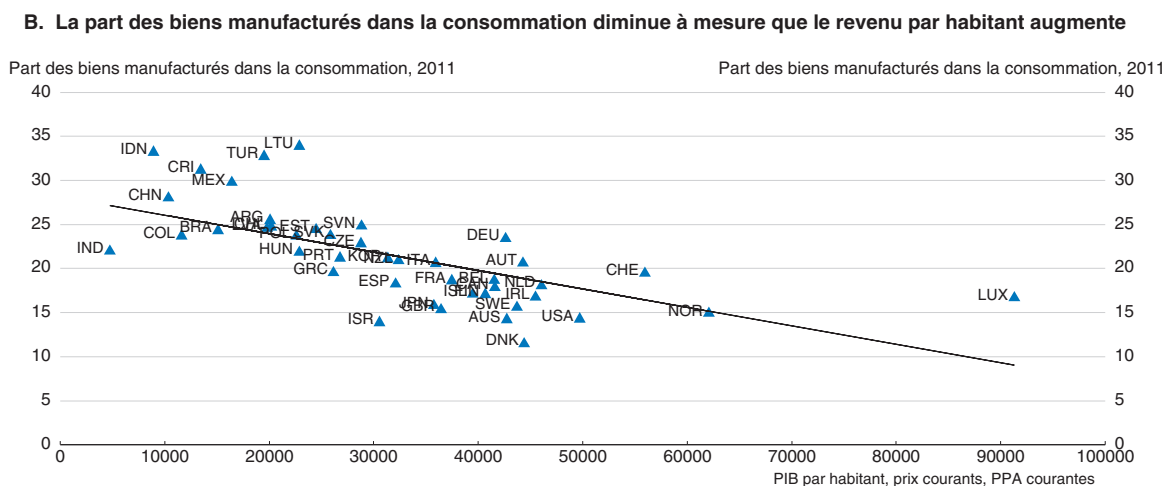
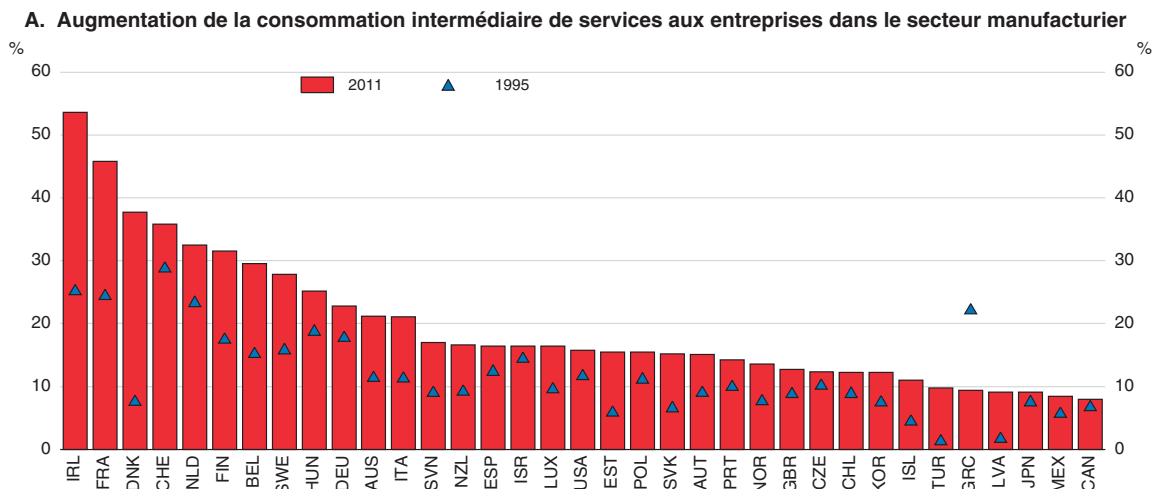
3. 1991 pour l'Allemagne ; 1992 pour l'Italie ; 1993 pour la République tchèque et la Suède ; 1994 pour le Japon et le Royaume-Uni ; 1995 pour la Belgique, l'Espagne, l'Estonie, la Grèce, la Hongrie, Israël, la Lettonie, la Lituanie, le Luxembourg, les Pays-Bas, la République slovaque et la Slovénie.

4. Les services marchands sont définis sur la base de la CITI rév. 4 et comprennent les services de commerce de distribution, de réparation, de transport, d'hébergement et de restauration ; les services informatiques et de communication ; les activités financières et d'assurance ; les activités immobilières ; et les services professionnels, scientifiques, techniques et de soutien administratif.

Source : Base de données de l'OCDE sur les comptes nationaux.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933502351>

Graphique 2.3. **Les pertes d'emplois manufacturiers sont en partie dues à l'externalisation nationale et aux changements des modes de consommation**



Source : Base de données TiVA 2015 de l'OCDE ; base de données des Perspectives économiques de l'OCDE ; et base de données de l'OCDE sur la productivité.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933502370>

spécifiquement, en partie sous l'impulsion de l'évolution technologique, les entreprises ont eu tendance à sous-traiter leurs activités de service à d'autres entreprises nationales, entraînant une reclassification des emplois correspondants du secteur manufacturier vers les services. Cet effet est non négligeable : en France, par exemple, il représente 20% de la baisse du nombre d'emplois manufacturiers enregistrée entre 1980 et 2007 (Demmou, 2010). Ces changements dans l'emploi et les reclassifications qui en résultent ne sont pas toujours neutres pour les travailleurs et peuvent entraîner d'importantes modifications sur le plan des conditions de travail, des négociations collectives et des salaires (Braun et Scheffel, 2007).

Deuxièmement, une partie du déclin de l'emploi manufacturier résulte de l'amélioration de la productivité et du changement de la composition de la demande des consommateurs. En théorie, pour que les emplois manufacturiers se maintiennent à un niveau constant, il faudrait que la demande de produits manufacturés augmente au même rythme que la productivité du travail. Or, tel n'a pas été le cas pour plusieurs raisons :

- Au niveau global, à mesure qu'ils s'enrichissent, les consommateurs ont tendance à consacrer une part plus importante de leur revenu aux services au détriment des biens manufacturés. Cette tendance implique une diminution des besoins en emplois manufacturiers et une augmentation des besoins en emplois de service (graphique 2.3, partie B ; Herrendorf et al., 2013).
- De plus, les progrès techniques ont été plus rapides dans le secteur manufacturier que dans les services (graphique 2.3, partie C). Les gains de productivité réduisent le prix relatif des biens manufacturés et, en conséquence, augmentent la demande pour ces biens. Mais l'amélioration de la productivité a également fait baisser les besoins en main-d'œuvre. Au bout du compte, c'est le deuxième effet qui l'a emporté, et l'emploi manufacturier a régressé (Swiecki, 2014 ; Demmou et al., 2017).
- De la même manière, la composition de l'investissement s'est modifiée, s'éloignant progressivement du secteur manufacturier au profit des investissements immatériels, notamment dans les services aux entreprises et plus particulièrement les services comme le transport, l'entreposage, les services financiers et les TIC (Bems, 2008).

Troisièmement, l'intégration commerciale induit une réaffectation des ressources au sein des secteurs et entre les secteurs. La concurrence des importations peut entraîner la fermeture des entreprises les moins productives (qui emploient relativement plus de personnes par unité de production) et, d'un autre côté, l'élargissement des marchés d'exportation peut dynamiser la croissance des entreprises les plus productives (qui emploient moins de personnes par unité de production). Dans le secteur manufacturier, il est probable que cette réaffectation fasse baisser les prix et produise le même type d'effet que le progrès technologique. D'un point de vue sectoriel, l'intégration commerciale peut modifier la nature de la spécialisation et avoir un effet direct sur la composition sectorielle de la production et de l'emploi, la spécialisation favorisant les entreprises qui emploient la main-d'œuvre de façon plus efficace. En outre, comme l'intensité des flux d'échanges est plus élevée pour les biens manufacturés que pour les autres biens et services d'origine nationale au niveau macroéconomique, il faut s'attendre à ce que la dégradation de la balance commerciale s'accompagne d'une réduction de la demande relative de biens manufacturés produits dans le pays et contribue par ce biais au déclin de la part de l'emploi manufacturier (Demmou et al., 2017).

Pour tenter de démêler l'écheveau de ces différents facteurs, on a procédé à une simulation fondée sur un cadre comptable¹. Il ressort de cet exercice que les échanges ont eu un impact notable sur la composition sectorielle de la production dans les économies avancées mais qu'ils n'en sont pas le déterminant essentiel : la baisse de la part de l'emploi manufacturier s'explique en majeure partie par les changements d'organisation de la production, dus à l'évolution de la technologie, et par l'évolution des préférences (encadré 2.3).

Encadré 2.3. Cadre comptable utilisé pour évaluer le rôle des facteurs nationaux et internationaux dans le changement structurel

L'objectif des simulations décrites ci-dessous est d'analyser les facteurs qui ont motivé le changement de la composition sectorielle de la production dans un certain nombre de pays entre 1995 et 2011. Ces simulations reposent sur un cadre comptable simple qui relie la valeur ajoutée sectorielle aux différentes composantes de la demande (Demmou et al., 2017). Elles utilisent la base de données entrées-sorties de l'OCDE.

Trois grands types de facteurs sont distingués : l'évolution de l'utilisation des consommations intermédiaires, y compris à travers l'externalisation nationale de services par le secteur manufacturier ; l'évolution de la composition de la demande, qui s'est réorientée des biens manufacturés vers les services ; et l'évolution des échanges. Les effets des échanges sur le changement structurel opèrent par deux canaux : le premier est lié à la spécialisation sectorielle et le second à la balance commerciale globale (épargne nette). Pour une balance commerciale donnée, le changement des spécialisations implique une réaffectation des ressources entre les secteurs.

L'impact de chaque effet est calculé au moyen de scénarios contrefactuels.

- Le canal technologique, qui opère à travers les relations entrées/sorties : pour évaluer l'impact du changement de la structure de la production, on détermine quelle aurait été la part du secteur manufacturier dans la valeur ajoutée totale si la part des consommations intermédiaires utilisées par chaque secteur avait eu la même valeur qu'en 1995.
- Le canal des préférences : pour évaluer l'impact du changement de la structure de la demande (principalement en réponse à l'évolution technologique), on détermine quelle aurait été la part du secteur manufacturier dans la valeur ajoutée totale si la composition de la demande (la part des biens manufacturés dans la consommation et l'investissement) avait été la même qu'en 1995.
- Le canal de la balance commerciale : pour évaluer l'impact des échanges, on détermine quelle aurait été la part du secteur manufacturier dans la valeur ajoutée totale si le déficit commercial et les spécialisations avaient été les mêmes qu'en 1995.
- La catégorie résiduelle « autres » comprend les changements de la fiscalité et d'autres composantes de la demande (consommation publique et variations des stocks).

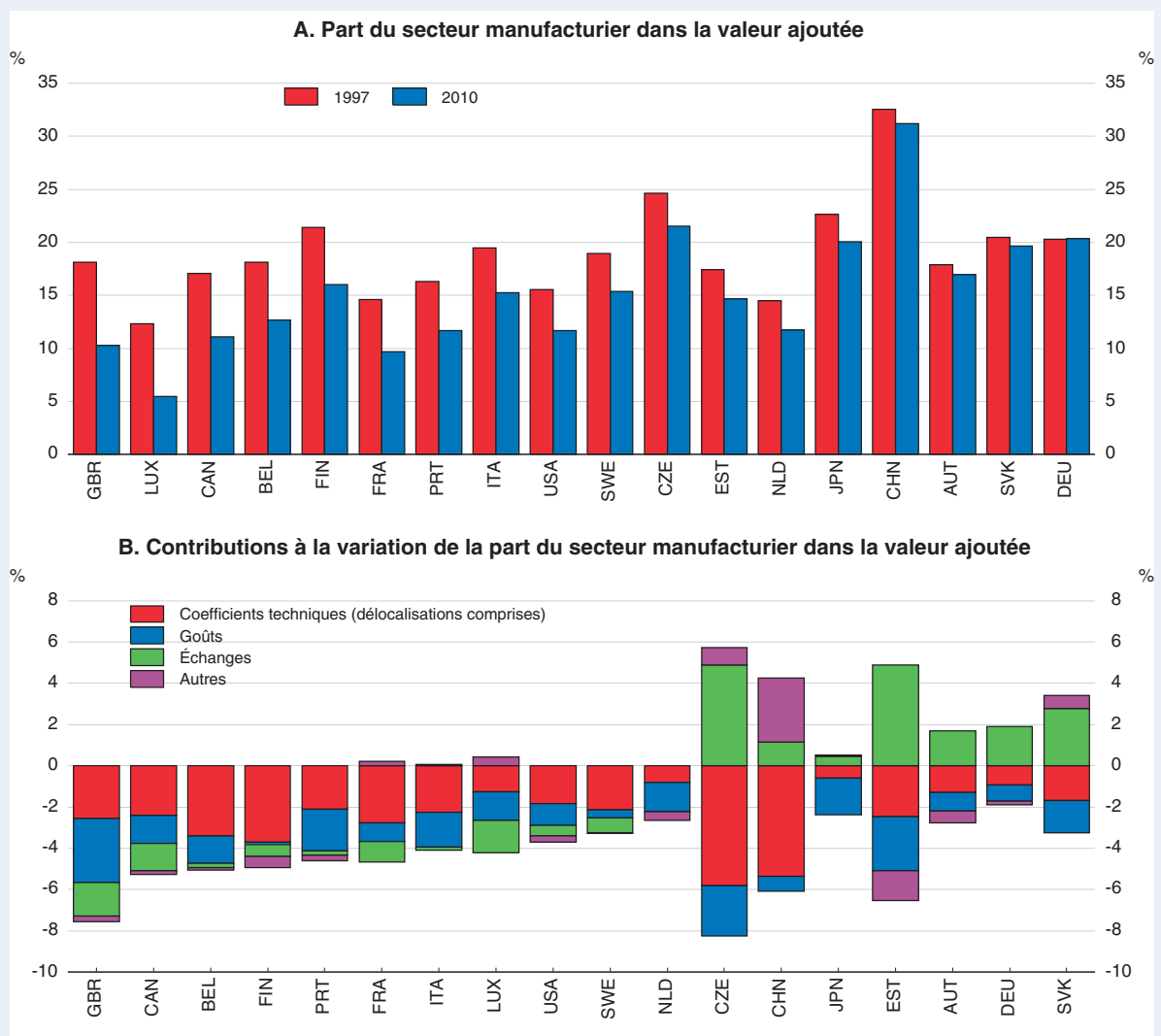
1. L'analyse porte sur l'impact produit par le changement des spécialisations et de la balance commerciale sectorielle sur le niveau de l'emploi sectoriel. Elle ne permet pas de déduire l'impact sur le niveau d'emploi global. La balance commerciale globale (déterminée par les niveaux d'épargne et d'investissement mondiaux) et la balance commerciale bilatérale (déterminée par des facteurs structurels tels que les avantages comparatifs) n'ont qu'un effet limité sur le niveau d'emploi, qui reste largement déterminé par les politiques et les institutions macroéconomiques et structurelles.

Encadré 2.3. Cadre comptable utilisé pour évaluer le rôle des facteurs nationaux et internationaux dans le changement structurel (suite)


Les résultats appellent les conclusions suivantes :

- Le changement des relations entrées/sorties, y compris l'externalisation nationale (une reclassification largement imputable à l'évolution technologique), expliquent une bonne part du déclin du secteur manufacturier dans l'ensemble des pays.
- Le changement de la composition de la consommation et de l'investissement en faveur des services (le canal des préférences) explique également une part notable de ce déclin, en particulier dans les pays à revenu élevé.
- La balance commerciale ne ressort pas comme étant la cause principale du déclin de l'emploi manufacturier. Dans quelques pays, les solides résultats de la balance extérieure ont ralenti le déclin du secteur manufacturier.

Principaux déterminants du déclin du secteur manufacturier¹



1. Les pays sont classés selon l'ampleur du déclin de la part du secteur manufacturier dans la valeur ajoutée entre 1997 et 2010. Source : Demmou, L., C. Thubin et Y. Kalantzis (2017), « De-industrialization in OECD countries ; A Simple Accounting Approach », Document de travail du Département des affaires économiques de l'OCDE, Éditions OCDE, Paris, à paraître.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933502313>

La concurrence des importations exerce un effet relativement mineur sur l'emploi manufacturier et l'effet des chaînes de valeur apparaît positif

L'analyse de régression² corrobore les résultats de l'évaluation fondée sur le cadre comptable, à savoir que la pénétration des importations n'a eu qu'un effet relativement mineur sur l'emploi manufacturier. Le fait est que la contribution de loin la plus importante au déclin de la part de l'emploi manufacturier provient d'une tendance commune à l'ensemble des pays et non expliquée par les différentes variables explicatives, qui a contribué au déclin de l'emploi manufacturier à hauteur de $\frac{1}{4}$ à $\frac{1}{2}$ point de pourcentage par an depuis les années 90 (graphique 2.4). Cette tendance commune peut s'interpréter comme l'impact du changement structurel qui ressort une fois que l'effet de la pénétration des importations et les indicateurs d'évolution des préférences et d'investissement dans les TIC ont été pris en compte. Elle reflète très probablement des changements non mesurés de la technologie et des préférences.

Pour en revenir au canal des échanges, cependant, l'impact de la pénétration des importations est très différent selon que l'on considère les importations de biens intermédiaires ou les importations destinées à la consommation finale :

- L'augmentation de la pénétration des importations de biens *intermédiaires* a été associée à une *hausse* de l'emploi manufacturier (ou plutôt une baisse moins abrupte de la part de l'emploi manufacturier), la République tchèque, la Slovaquie et l'Estonie affichant des contributions positives substantielles d'au moins $\frac{1}{4}$ point de pourcentage par an à la part de l'emploi manufacturier. Dans la plupart des pays, la contribution à l'emploi a fléchi depuis la crise, une évolution imputable au tassement de l'activité sur les chaînes de valeur mondiales (CVM).
- Inversement, l'augmentation de la pénétration des importations de biens de consommation *finale* tend à être associée à une *baisse* de l'emploi manufacturier, quoique les effets ne soient pas statistiquement robustes et soient relativement faibles pour la plupart des pays. Qui plus est, dans les pays où les effets négatifs estimés sont plus importants, ceux-ci sont en général largement compensés par l'effet positif des importations de biens intermédiaires. L'analyse n'a relevé aucun effet distinct statistiquement significatif associé à l'augmentation de la pénétration des importations provenant de Chine, que ce soit pour les biens intermédiaires ou les produits finis, mais cela n'exclut pas l'existence d'effets négatifs sous la forme d'une baisse des salaires.

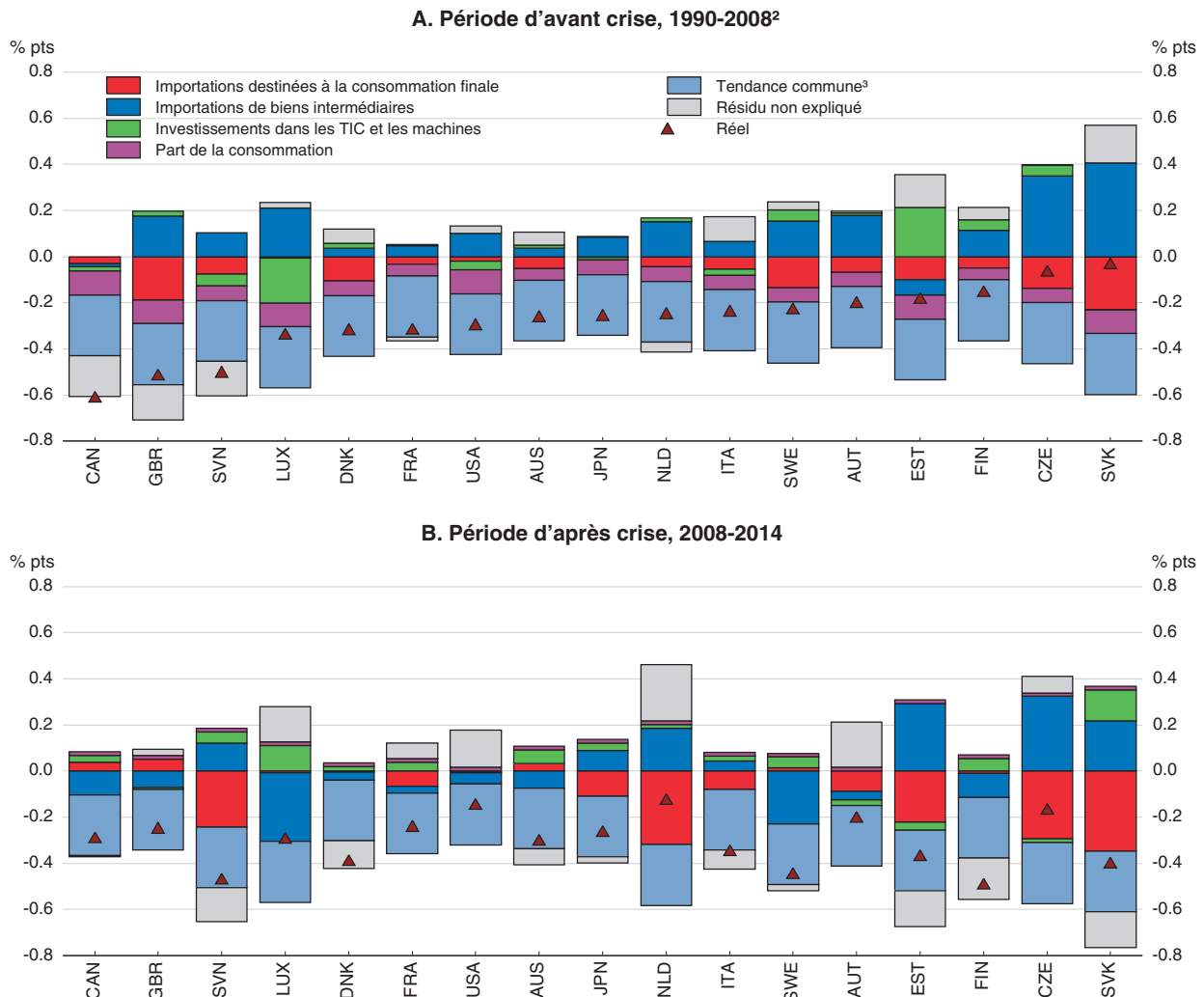
Le renforcement de l'intégration commerciale a accentué les pressions concurrentielles et modifié les spécialisations des économies avancées

L'évolution des préférences et de la technologie, conjuguée au renforcement de l'intégration commerciale, a également contribué à modifier la structure des échanges. L'intégration des économies de marché émergentes à l'économie mondiale, en particulier, a créé de nouveaux débouchés et exposé les économies avancées à une concurrence croissante sur leurs marchés intérieurs et d'exportation. Cette section examine la mesure dans laquelle les pressions concurrentielles se sont intensifiées sur les marchés

2. L'impact de la concurrence des importations sur l'emploi manufacturier a été analysé à l'échelon des pays en estimant une régression multi-pays de l'emploi manufacturier en proportion de l'emploi total et en utilisant plusieurs variables explicatives, parmi lesquelles le taux de pénétration des importations (le ratio entre les importations et la somme de la demande intérieure finale et des exportations), les dépenses de R-D et les investissements dans les machines (annexe 2.2).


Graphique 2.4. Explication du déclin de la part de l'emploi manufacturier dans quelques pays de l'OCDE

Contributions à la variation annuelle moyenne en points de pourcentage de la part de l'emploi manufacturier dans l'emploi total¹



1. La décomposition a été effectuée sur la base des équations figurant à l'annexe 2.2. Les pays sont classés selon l'ampleur du déclin de la part de l'emploi manufacturier au cours de la période d'avant-crise.
2. Le début de la période d'avant-crise utilisée pour l'analyse varie selon les pays en fonction de la disponibilité des données.
3. L'effet de la « tendance commune » est calculé comme étant l'effet de la constante et des variables indicatrices de temps.

Source : Calculs de l'OCDE.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933502389>

d'exportation et ont affecté l'éventail des produits et services dans lesquels les économies avancées sont spécialisées.

Les économies avancées sont maintenant spécialisées dans une gamme de biens plus étroite et ont progressé sur l'échelle de la complexité

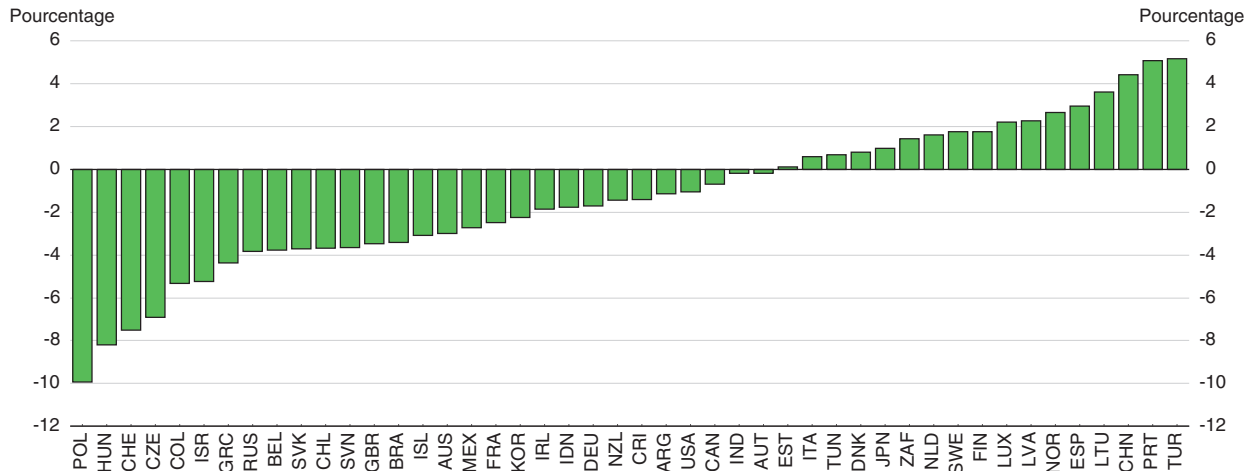
La méthode utilisée pour déterminer comment la concurrence sur les marchés d'exportation a évolué au cours des deux dernières décennies repose sur l'avantage comparatif révélé symétrique (ACRS). Cet indice mesure le degré de spécialisation des exportations de

chaque pays et, plus particulièrement, le degré de spécialisation des exportations de chaque pays et le degré de similitude des spécialisations des économies avancées et des économies de marché émergentes. On dit qu'un pays est « spécialisé » dans un produit lorsque la part de ce produit dans les exportations totales du pays est plus élevée que sa part dans les exportations mondiales (ACRS > 0). L'analyse a été effectuée au niveau désagrégé des positions à six chiffres du Système harmonisé (SH), qui couvrent près de 5 000 produits.

L'éventail des produits dans lesquels un grand nombre d'économies avancées sont spécialisées sur les marchés mondiaux s'est rétréci à mesure que les échanges mondiaux se sont intensifiés (Harrigan, 2001). À l'inverse, les économies de marché émergentes et plusieurs pays d'Europe du Sud en cours de mutation structurelle, dont l'Espagne, le Portugal et l'Italie, ont diversifié leur gamme de produits (graphique 2.5).


Les chevauchements entre les types de produits dans lesquels la Chine et les autres marchés émergents sont spécialisés et ceux dans lesquels les économies avancées sont spécialisées sont généralement réduits (graphique 2.6). En revanche, les chevauchements entre les catégories de produits dans lesquelles les économies avancées sont spécialisées sont beaucoup plus importants. La gamme des produits dans lesquels et les économies avancées et les économies de marché émergentes, Chine comprise, sont spécialisées s'élargit (Araujo et al., 2017 ; graphique 2.6, partie A). L'élargissement des domaines de chevauchement entre économies émergentes et économies avancées est cependant moins marqué que celui observé entre les économies avancées (graphique 2.6, parties B et C). Si les chevauchements entre les spécialisations des pays sont importants, c'est parce qu'ils conduisent à un renforcement de la

Graphique 2.5. **L'avantage comparatif des économies avancées s'est rétréci**

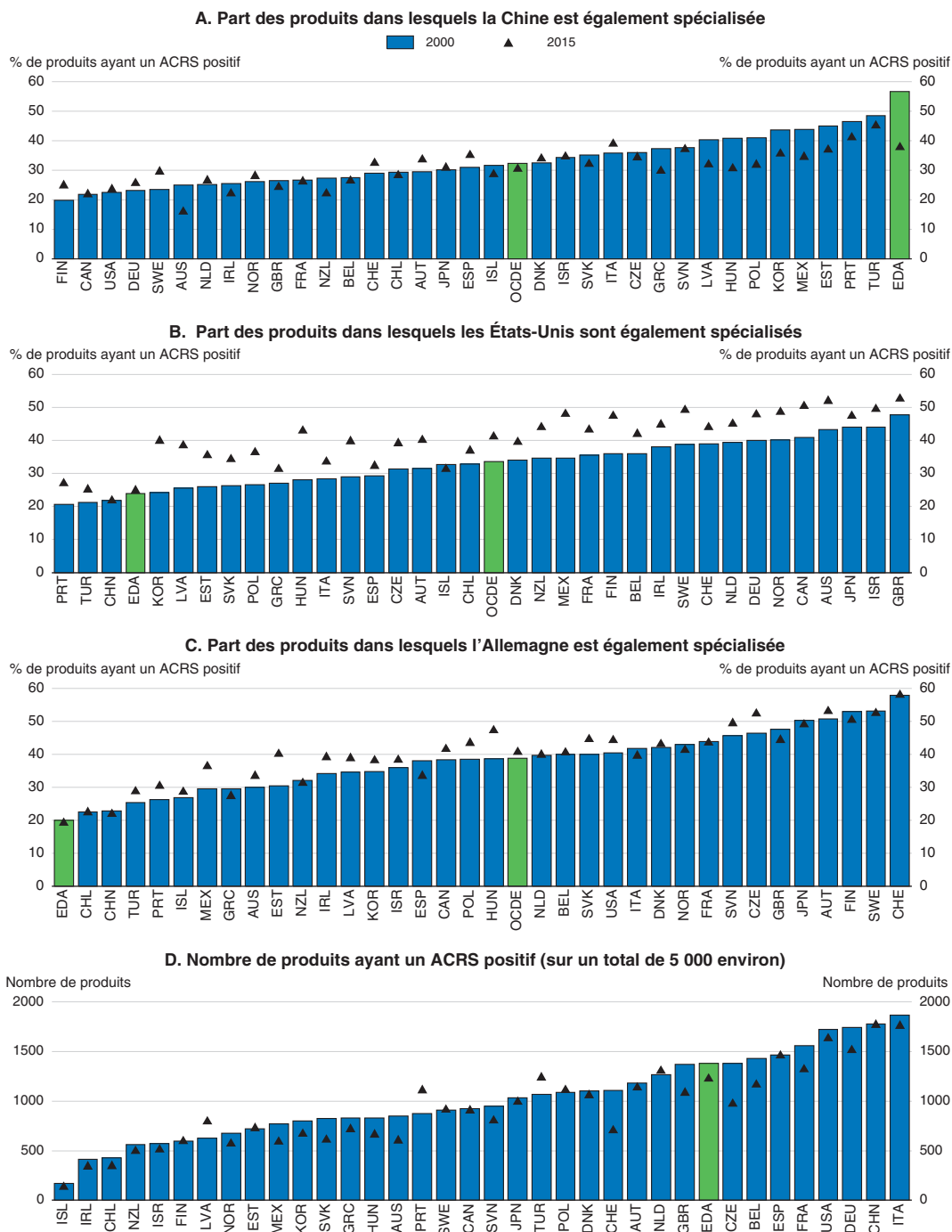


1. « ACRS » désigne l'avantage comparatif révélé symétrique. La valeur de l'indice varie entre zéro et un pour les catégories de produits dans lesquelles les pays et régions bénéficient d'un avantage comparatif révélé et entre moins un et zéro pour les catégories de produits dans lesquelles les pays et régions présentent un désavantage comparatif révélé. L'analyse a été effectuée au niveau désagrégé des positions à six chiffres du Système harmonisé (SH) en prenant en compte 5 000 produits environ, à l'exclusion des principaux produits de base. Le fait que l'analyse soit effectuée au niveau désagrégé des positions à six chiffres du Système harmonisé (SH) limite le risque de confusion entre l'intensification de la concurrence exercée par les économies de marché émergentes et l'éviction des produits des pays de l'OCDE d'une part et le renforcement de l'intégration des structures de production nationales via les CVM d'autre part.

Source : Base de données Comtrade des Nations Unies ; et calculs de l'OCDE.


StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933502408>

Graphique 2.6. Évolution des spécialisations dans les échanges de produits



Note : « ACRS » désigne l'avantage comparatif révélé symétrique. La valeur de l'indice symétrique ACRS varie entre zéro et un pour les catégories de produits dans lesquelles les pays et régions bénéficient d'un avantage comparatif révélé et entre moins un et zéro pour les catégories de produits dans lesquelles les pays et régions présentent un désavantage comparatif révélé. L'analyse a été effectuée au niveau désagrégé des positions à six chiffres du Système harmonisé (SH) en prenant en compte 5 000 produits environ, à l'exclusion des principaux produits de base. Le niveau de désagrégation élevé des produits permet de rendre compte de la spécialisation des pays aux différents stades de la chaîne de production ; néanmoins, les données sont exprimées en termes de valeur brute et non pas de valeur ajoutée, comme ce serait le cas si l'on calculait des mesures des chaînes de valeur mondiales (CVM). « EDA » désigne les économies dynamiques d'Asie.

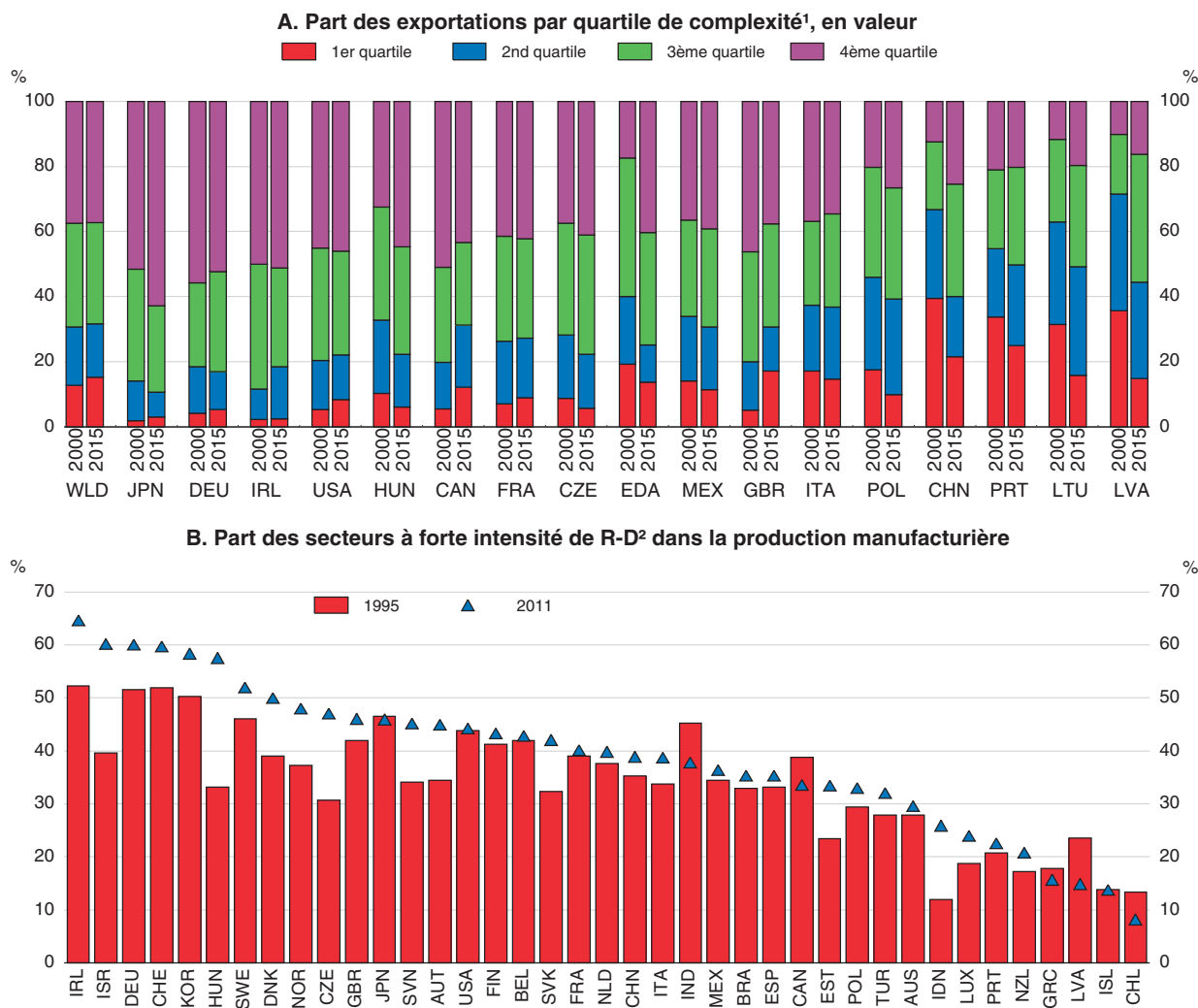
Source : Base de données Comtrade des Nations Unies ; et calculs de l'OCDE.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933502427>

concurrence sur les marchés d'exportation et, par ce biais, aiguillonnent le dynamisme des économies, des entreprises et de la main-d'œuvre nationales.

À mesure que les pressions concurrentielles se sont accentuées, les pays de l'OCDE ont progressé sur l'échelle de la complexité (graphique 2.7, partie A). La Chine a également

Graphique 2.7. **Les pays avancés de l'OCDE se spécialisent dans des produits plus complexes que ceux des économies de marché émergentes**



- La complexité est définie par la productivité implicite du produit (PRODY), selon la méthodologie de Hausmann, R., J. Hwang et D. Rodrik (2007), 'What you export matters', *Journal of Economic Growth*, vol. 12. PRODY correspond à la somme pondérée des PIB par habitant des pays qui exportent le produit. Les coefficients de pondération utilisés sont les avantages comparatifs révélés de chacun des pays pour ce produit. Les produits sont ensuite classés selon le niveau de leur PRODY. Parmi les produits du quatrième quartile (le plus élevé), on peut citer les appareils d'imagerie par résonance magnétique (IRM) utilisés dans les hôpitaux, qui occupaient en 2015 le 18e rang sur les 4 989 produits de la classification à six chiffres du Système harmonisé (SH). Dans le premier quartile (le plus bas), on trouve par exemple les crayons de couleur, classés au 4 218e rang en 2015. L'analyse est effectuée à un niveau de désagrégation des produits élevé, afin de rendre compte de la spécialisation des pays aux différents stades de la chaîne de production. Néanmoins, les données sont mesurées en termes de valeur brute et non pas de valeur ajoutée, comme ce serait le cas si l'on calculait des mesures des chaînes de valeur mondiales (CVM). 'EDA' désigne les économies dynamiques d'Asie.
- L'intensité sectorielle de R-D est calculée conformément à la méthodologie de l'OCDE, décrite dans Galindo-Rueda, F. et F. Verger (2016), 'OECD Taxonomy of Economic Activities Based on R&D Intensity' Documents de travail de l'OCDE sur la science, la technologie et l'industrie, 2016/04, Éditions OCDE, Paris.

Source : Base de données Comtrade des Nations Unies ; Base de données TiVA de l'OCDE ; et calculs de l'OCDE.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933502446>

gravi des échelons mais sa gamme de produits reste en moyenne moins complexe que celle des principaux pays de l'OCDE (Amiti et Feund, 2010 ; Araujo et al., 2017). Depuis 1990, la part des activités à forte intensité de connaissance dans la production manufacturière a globalement augmenté dans les économies de marché émergentes, mais elle demeure inférieure à la part correspondante dans les pays de l'OCDE (graphique 2.7, partie B). Il est possible que la progression sur l'échelle de la complexité ait accentué l'importance des qualifications parmi les déterminants de la demande de main-d'œuvre dans les pays de l'OCDE, mais il faudrait approfondir les recherches à ce sujet.

L'analyse de régression effectuée sur la croissance des exportations de 700 catégories de produits manufacturés dans 44 pays entre 1995 et 2015 confirme que les pressions concurrentielles exercées par les économies de marché émergentes se sont intensifiées. Néanmoins, compte tenu de la composition type de leurs exportations, les économies avancées sont moins exposées à la pression concurrentielle des économies émergentes qu'à celle des autres économies avancées (annexe 2.1 ; Araujo et al., 2017). En particulier, la pression concurrentielle exercée sur les exportations d'un pays type de l'OCDE par le renforcement de la spécialisation des États-Unis dans un produit donné est plus de trois fois supérieure à la pression concurrentielle de la Chine et deux fois supérieure à la pression concurrentielle des économies dynamiques d'Asie.

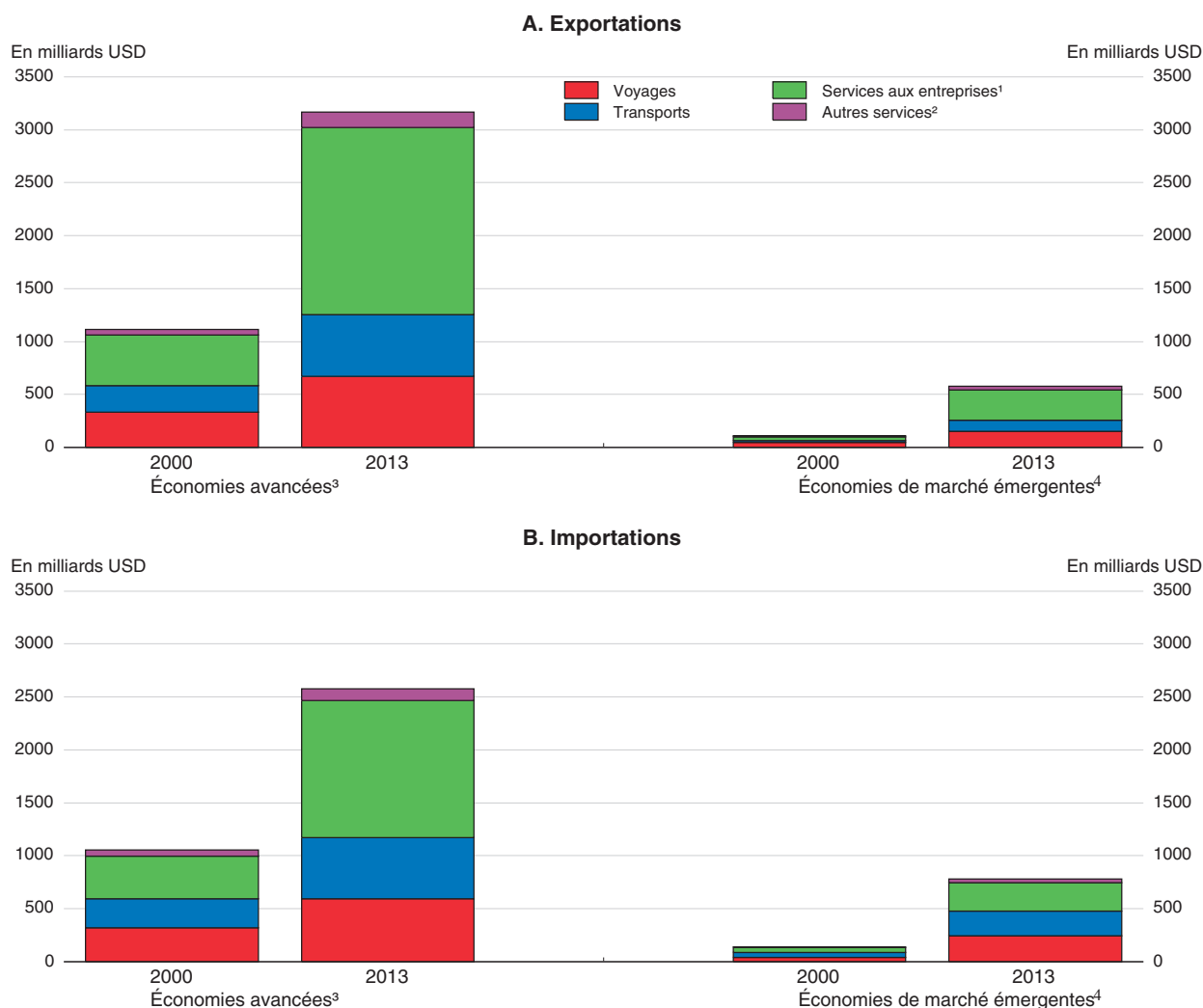
Qui plus est, l'effet de la concurrence est généralement faible en comparaison de l'effet d'une variation de la demande mondiale pour un produit déterminé. L'effet négatif associé à une diminution d'un écart-type de la demande mondiale pour un produit exerce une pression six fois supérieure à celle résultant d'une augmentation d'un écart-type de la spécialisation des États-Unis dans ce produit. En résumé, pour réussir à l'exportation, il est nécessaire de se spécialiser dans les produits qui bénéficient d'une demande mondiale dynamique.

Bien que la demande mondiale soit un facteur relativement important en moyenne pour l'ensemble des produits et des pays, la concurrence peut jouer un rôle important pour des produits particuliers et à des périodes particulières, notamment sur les marchés qui représentent une part élevée des exportations d'un pays ou lorsqu'un nouveau concurrent entre sur un marché dont il capte immédiatement une part importante. De plus, l'effet de la concurrence risque d'être plus permanent que les fluctuations de la demande mondiale. Enfin, il est possible que les pertes de parts de marché soient plus visibles actuellement qu'avant la crise en raison du ralentissement de la croissance des échanges mondiaux.

L'importance des échanges de services va croissant

Alors que les économies avancées ont réduit la gamme des produits dans lesquels elles sont spécialisées, leur spécialisation dans les services s'est, elle accentuée. Les échanges de services sont l'un des segments les plus dynamiques des échanges mondiaux depuis deux décennies et ont su résister au ralentissement après la crise (graphique 2.8 ; Ariu, 2016). Plus spécifiquement, les services aux entreprises sont le segment des exportations de services qui connaît la croissance la plus rapide depuis 2000. Les économies avancées occupent une position dominante dans les échanges mondiaux de services, tant à l'exportation qu'à l'importation, et disposent d'un avantage concurrentiel notable dans le domaine des services aux entreprises. Toutefois, au fil du temps, les économies de marché émergentes ont amélioré leur capacité à tirer parti des possibilités qui s'offrent en matière d'échanges de services. Leurs exportations totales de services ont été multipliées par quatre depuis 2000 et leurs exportations de services aux entreprises par

Graphique 2.8. Les échanges de services aux entreprises connaissent une croissance rapide




1. Les services aux entreprises comprennent les services de communication, d'informatique et d'information, les services financiers et d'assurance, les redevances et droits de licence et les autres services aux entreprises.

2. Les autres services comprennent les services de bâtiments et travaux publics, les services personnels, culturels et relatifs aux loisirs, ainsi que les services fournis ou reçus par les administrations publiques.

3. Pays de l'OCDE à l'exception du Chili, du Mexique et de la Turquie.

4. Afrique du Sud, Brésil, Chili, Chine, Russie, Inde, Indonésie, Mexique et Turquie.

Source : OMC, Commerce des services commerciaux, cinquième édition du Manuel de la balance des paiements (BP5).

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933502465>

plus de sept, l'Inde s'imposant désormais comme un acteur incontournable de l'industrie informatique.

Trois quarts environ de la valeur des services échangés correspondent à des intrants intermédiaires qui servent à coordonner les chaînes de valeur, soutenir les processus de production et ajouter de la valeur aux produits par le biais de la différenciation qualitative et de la personnalisation (De Backer et Miroudot, 2013 ; Miroudot et Cadestin, 2017). Par conséquent, les échanges de services renforcent la compétitivité du secteur manufacturier sur le plan des prix et de la qualité, en donnant aux entreprises accès à des intrants de service efficaces par rapport à leur coût et en incitant les prestataires de services locaux à

gagner en efficacité (OCDE, 2017c). Plus particulièrement, les progrès des technologies de l'information et des communications ont élargi la gamme des services aux entreprises pouvant être externalisés – ceux-ci allant des services d'appui au développement de logiciels, en passant par les examens juridiques et autres tâches exigeant un haut niveau de connaissance.

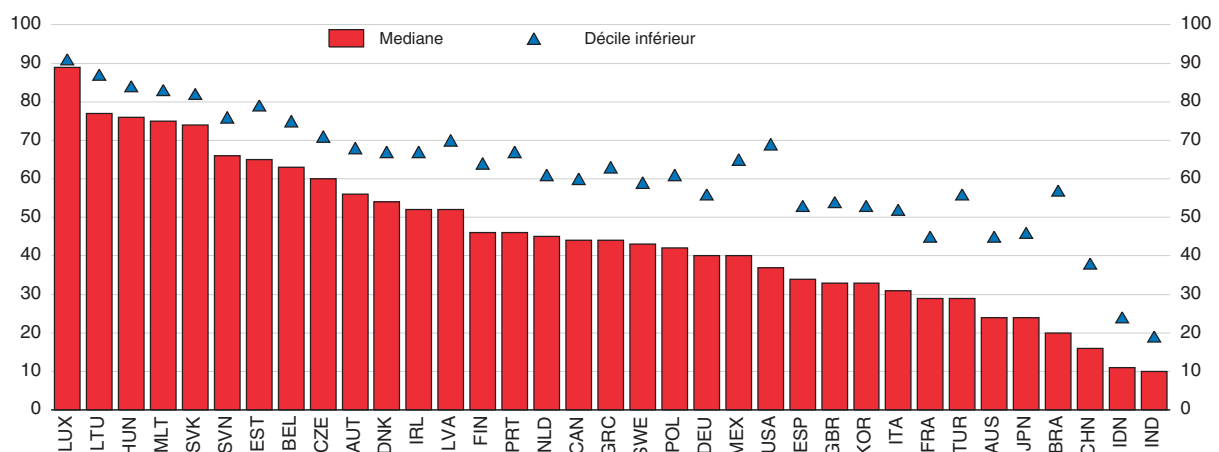
Dans l'ensemble, le renforcement de l'intégration commerciale a modifié le coût relatif de la production et, dans son sillage, les avantages comparatifs des économies avancées dans la production de biens et services. Cette tendance a interagi avec les facteurs nationaux examinés dans la section précédente, en particulier l'évolution des préférences et le progrès technologique, et le résultat final a été une augmentation de l'importance relative des services dans les économies avancées (voir encadré 2.3). Ces différents facteurs (échanges, technologie et préférences) ont également tendance à se renforcer mutuellement dans la mesure où l'on observe un lien étroit entre les types de biens exportés par une économie et les types de biens consommés (Dinopoulos et al., 2011 ; Demmou, 2012). Les changements des spécialisations, des emplois sectoriels et des salaires dans chaque pays dépendent tous de l'importance de ces facteurs.

Bilan des avantages : l'intégration commerciale mondiale a entraîné des gains d'efficacité et de bien-être


Les échanges sont associés à une amélioration du bien-être des consommateurs

Les changements des spécialisations et de la structure des échanges sont la source de nombreux avantages. Premièrement, pour les consommateurs, l'intégration des économies de marché émergentes – en particulier les économies asiatiques – dans le système commercial multilatéral a entraîné une baisse considérable des prix des biens de consommation tels que les vêtements, les textiles et les produits électroniques dans les économies avancées (graphique 2.9). Cette baisse profite de manière disproportionnée aux

Graphique 2.9. Gains de revenu réel issus des échanges, médiane et décile inférieur



1. L'axe vertical indique quel aurait été le déclin des revenus réels en l'absence d'échanges commerciaux : en comparaison de la situation existante, au Royaume-Uni, les revenus réels d'un ménage médian seraient inférieurs de 33 % en l'absence d'échanges ; pour les 10 % les plus pauvres des ménages, la baisse serait plus forte à 54 %.

Source : Fajgelbaum, P. and A. Kandhelwal (2016), 'Measuring the Unequal Gains from Trade', Quarterly Journal of Economics, Volume 131.
StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933502484>

catégories à revenu faible ou intermédiaire, qui consacrent une part plus élevée de leur revenu disponible aux produits de grande consommation. Les échanges ont également permis aux consommateurs d'accéder à un éventail plus diversifié de biens et de services (Fajgelbaum et Kandhelwal, 2016 ; Bai et Stumpner, 2016 ; Broda et Weinstein, 2004).

Les échanges sont associés à une amélioration de la productivité des entreprises

Les échanges ont également amélioré la productivité en donnant aux entreprises accès à une gamme d'intrants plus vaste, en favorisant la diffusion de la connaissance étrangère à partir des entreprises situées à la frontière au niveau mondial et en contribuant à l'élargissement des marchés, ce qui permet aux entreprises de tirer parti de rendements croissants (encadré 2.4 ; Bas et Strauss-Kahn, 2015). Lorsque les marchés sont plus étendus, les secteurs très productifs peuvent se développer (Mc Millan et Rodrick, 2011). C'est le cas par exemple pour la Chine, où l'ouverture commerciale a créé davantage de possibilités d'emploi dans les entreprises exportatrices très productives du secteur manufacturier. De même, d'après les estimations, l'intégration commerciale avec les pays d'Europe orientale aurait généré quelque 400 000 emplois manufacturiers en Allemagne entre 1988 et 2008 (Dauth et al., 2014). L'ouverture a par ailleurs amélioré l'efficacité globale en obligeant les entreprises les moins productives à se retirer du marché (Andrews et al., 2015).

Une augmentation plus marquée de l'ouverture est généralement associée à une croissance plus élevée de la productivité multifactorielle (graphique 2.10). Selon des estimations récentes de l'OCDE, une augmentation de 1 point de pourcentage de l'ouverture commerciale (mesurée par le ratio de la somme des volumes d'exportation et

Encadré 2.4. Gains issus des échanges

Les gains de productivité associés aux échanges se matérialisent par différents canaux :

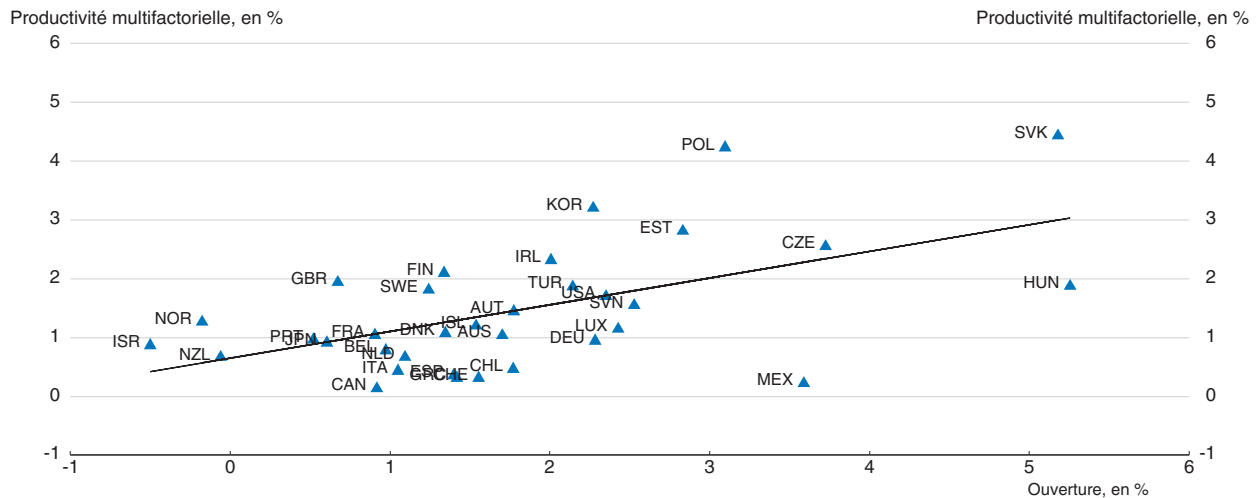
- *La division internationale du travail* : l'ouverture entraîne une spécialisation dans la production des biens et services qui induisent les coûts relatifs les plus bas.
- *La concurrence des entreprises étrangères* : elle incite les entreprises nationales, à la fois celles qui exportent et celles qui approvisionnent le marché intérieur, à améliorer leur efficacité.
- *Les économies d'échelle* : l'accès aux marchés étrangers améliore la productivité et la croissance économique en permettant aux entreprises de tirer profit de rendements d'échelle croissants.
- *Les transferts de technologie* : la diffusion des techniques de production innovantes entre pays est facilitée lorsque les entreprises sont actives à l'international, notamment parce qu'elles peuvent accéder à une gamme d'intrants plus large.

Plusieurs facteurs ont une incidence sur la répartition internationale des gains issus des échanges :

- *L'effet des rendements croissants* : la variation des taux de croissance de la productivité au niveau sectoriel a pour conséquence que les gains de productivité à long terme dans l'économie entière peuvent varier en fonction de la spécialisation sectorielle du pays.
- *L'effet de l'élasticité des échanges* : les pays qui se spécialisent dans les produits comptant pour une part croissante des dépenses (c'est-à-dire dont l'élasticité par rapport au revenu est supérieure à un) s'arrogent une part plus élevée des échanges.
- *L'effet des termes de l'échange* : la capacité à capter une part plus importante de la demande mondiale peut avoir un effet sur les termes de l'échange, et donc sur la répartition mondiale des gains issus des échanges.


Graphique 2.10. **Gains de productivité et ouverture¹**

Moyenne de taux de croissance annuels, 1985-2011



1. L'ouverture est mesurée par le ratio de la somme des volumes d'exportation et d'importation sur le PIB.

Source : Égert, B. (2017), « Regulation, Institutions and Productivity : New Macroeconomic Evidence from OECD countries », Document de travail du Département des affaires économiques de l'OCDE, à paraître, Éditions OCDE, Paris ; et calculs de l'OCDE.

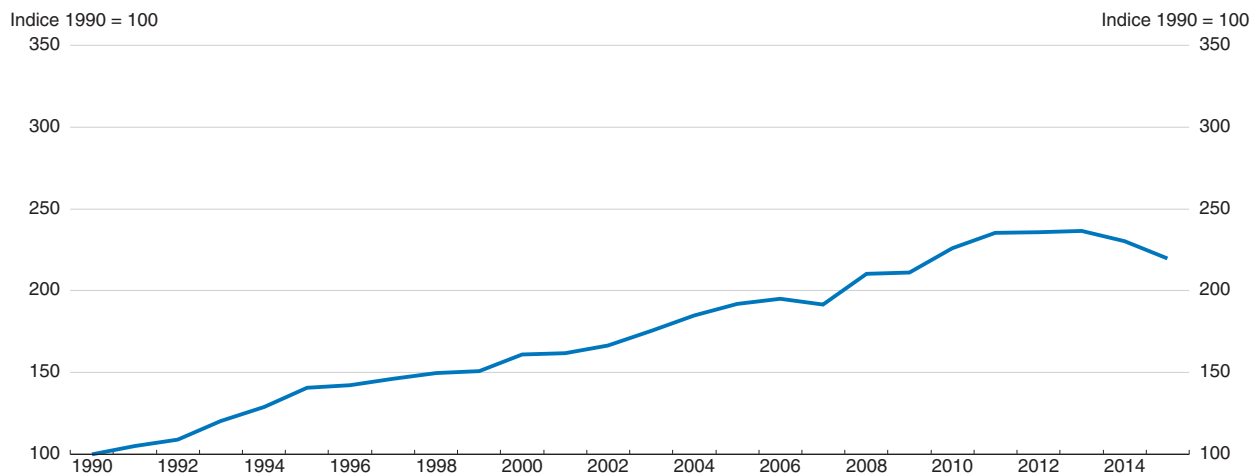
StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933502503>

d'importation sur le PIB) élève la croissance de la productivité multifactorielle de 0.2 % après 5 ans et de 0.6 % sur le long terme (Égert et Gal, 2017 ; graphique 2.10). Cet effet positif concorde avec les résultats de travaux empiriques antérieurs (Frankel et Romer, 1999 ; Newfarmer et Sztajerowska, 2012).

Une autre source d'efficacité économique provient de la réorganisation du processus de production à l'échelle mondiale, qui s'est opérée par le biais des chaînes de valeurs mondiales (CVM), et de la forte augmentation des délocalisations depuis le milieu des années 90 (graphique 2.11 ; Timmer et al., 2014). L'évolution technologique qu'a représenté l'utilisation croissante de l'informatique a entraîné une forte diminution du coût de la transmission des informations entre pays ; et l'évolution technologique touchant au transport de marchandises (l'utilisation des conteneurs, par exemple) a réduit le coût des échanges de biens physiques. Associés à la réduction des obstacles aux échanges, ces facteurs ont permis de répartir les différentes phases du processus de production de part et d'autre des frontières sur les CVM (Baldwin, 2012 ; 2016). Toutefois, l'intégration dans les CVM s'est ralentie ou même inversée au cours des dernières années (Timmer et al., 2016 ; Haugh et al., 2016).

La délocalisation permet aux entreprises et aux économies de se spécialiser dans la phase du processus de production pour laquelle elles disposent d'un avantage relatif, en utilisant les biens intermédiaires produits par d'autres pays – c'est-à-dire sans être tenues d'établir dans leur pays une chaîne d'approvisionnement complète. Ce modus operandi amplifie les gains d'efficacité associés à la spécialisation (Feenstra et Hanson, 1995). Entre 1995 et 2011, les pays dont la participation aux CVM a le plus augmenté ont également connu une croissance de leur productivité plus forte. L'effet estimé sur cette période s'échelonne entre 0.8 point de pourcentage et 2.2 points de pourcentage dans les secteurs qui offrent davantage de possibilités de fragmentation de la production (OCDE, 2017d).

Graphique 2.11. **Les chaînes de valeur mondiales se sont fortement développées depuis 1990**
Indicateur structurel relatif aux CVM¹



1. L'indicateur structurel relatif aux CVM correspond au ratio entre les importations de biens intermédiaires et la demande intérieure finale, corrigées des effets des prix des produits de base et des effets de cycle. Pour de plus amples précisions, voir Haugh, D., A. Kopoin, E. Rusticelli, D. Turner et R. Dutu (2016), 'Cardiac Arrest or Dizzy Spell : Why is World Trade So Weak and What can Policy Do About It?', OECD Economic Policy Papers, n° 18, Éditions OCDE, Paris.

Source : Base de données STAN sur le commerce bilatéral par industrie et catégorie d'utilisation finale de l'OCDE ; base de données des Perspectives économiques de l'OCDE n° 99 ; et calculs de l'OCDE.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933502522>

Bilan des coûts : les échanges ont accentué les tendances induites par la technologie dans le sens d'un creusement des inégalités

Le renforcement de l'intégration commerciale a coïncidé avec un changement considérable des inégalités de revenus. En modifiant les spécialisations et la demande de main-d'œuvre, les échanges peuvent avoir une incidence sur le prix relatif des facteurs de production et, par suite, influencer directement la répartition du revenu. Néanmoins, dans la mesure où les processus de creusement des inégalités, d'intégration commerciale et d'évolution technologique sont intervenus simultanément, il est difficile d'isoler leurs effets respectifs.

Les données sur les liens entre l'augmentation des inégalités et le renforcement de l'intégration commerciale sont contrastées. Durant les années 90, les effets des échanges sur les marchés du travail ont été limités en raison de la faible intensité des échanges, particulièrement avec les économies de marché émergentes (Krugman, 1995). L'importance croissante des économies de marché émergentes sur les marchés mondiaux, et plus spécifiquement l'essor de la Chine et de l'Inde, qui représentent plus d'un tiers de la population active mondiale, donnent à penser que ces effets se sont sans doute accentués après les années 90 (voir graphiques de l'encadré 2.1 ; Krugman, 2008). Au niveau macroéconomique, cependant, le lien observé entre les inégalités de revenu et l'intégration commerciale reste faible (OCDE, 2011), et dans l'ensemble, c'est l'évolution technologique qui constitue le principal déterminant de l'augmentation des inégalités de revenu (Helpman, 2016).

Même si les résultats au niveau macroéconomique sont peu concluants, il n'en demeure pas moins que les échanges peuvent avoir d'importantes répercussions sur les revenus d'activité de certaines catégories de travailleurs. Par exemple, comme on le verra

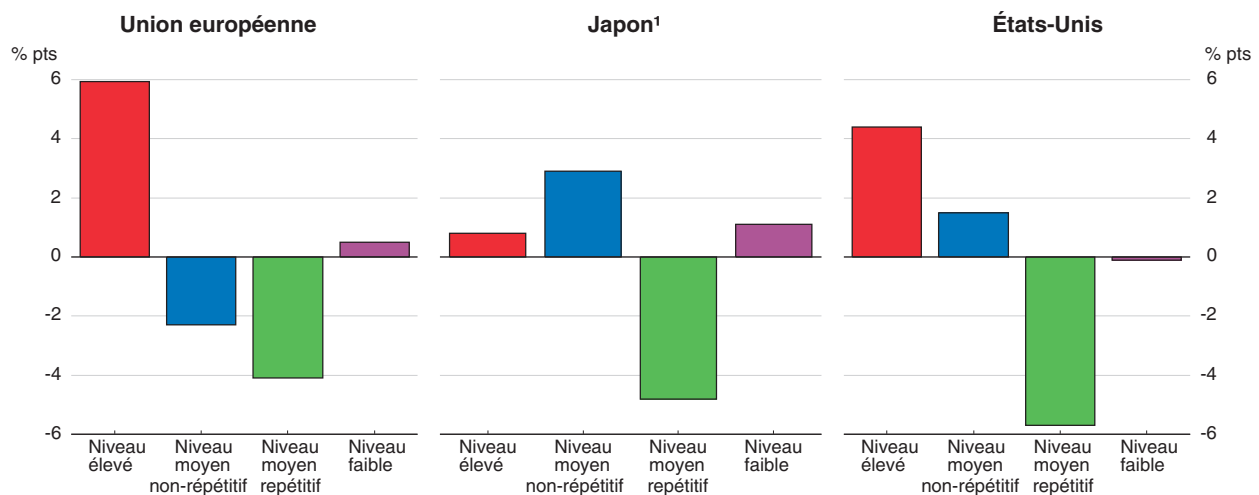
ci-après, des travaux de recherche récents sur les effets exercés à l'échelon régional par la concurrence des importations en provenance de pays à bas salaires relèvent un effet négatif sur les salaires dans certaines régions (Autor et al., 2013). Des données indiquent également que dans certains pays de l'OCDE, les échanges ont eu une incidence sur la part du travail dans le revenu des facteurs. Il se peut qu'ils aient renforcé les inégalités dues à la technologie en agissant sur la productivité au niveau de l'entreprise et en modifiant la demande pour certaines qualifications, contribuant à exacerber la polarisation des marchés du travail.

Les marchés du travail se sont polarisés

Dans certains pays de l'OCDE, la part des travailleurs moyennement qualifiés dans l'emploi total a diminué de quasiment 6 points de pourcentage depuis 2002 (graphique 2.12). La polarisation du marché du travail est variable d'un pays à l'autre. Il est difficile de dissocier les effets du progrès technique et des échanges. La technologie est un facteur de polarisation important. Les emplois répétitifs, qui se caractérisent par l'exécution de tâches mécaniques et sont souvent occupés par des travailleurs moyennement qualifiés, se prêtent davantage à l'automatisation. Le progrès technologique est également associé à un relèvement du niveau de qualification des travailleurs, qui tend à accroître la part des travailleurs très qualifiés. Dans le même temps, la mondialisation est associée à l'intégration dans les CVM et la délocalisation de certaines phases du processus de production (Breemersch et al., 2017 ; Goos et al., 2014). La concurrence exercée par les importations provenant des pays à bas salaires contribue au déclin des emplois manufacturiers, qui nécessitent davantage de qualifications de niveau intermédiaire. Des recherches récentes de l'OCDE montrent que la polarisation des emplois est imputable en majeure partie à la technologie, les échanges n'y ayant contribué que dans une mesure limitée (OCDE, 2017e). D'autres études soulignent l'importance de la délocalisation des emplois répétitifs (Ebeinstein et al., 2014 ; Keller et Utar, 2016). Cependant, alors qu'il existe une corrélation positive significative entre la délocalisation des intrants et le niveau


Graphique 2.12. **Les marchés du travail se sont polarisés selon les types d'emplois occupés**

Variation des parts des différents types d'emploi occupé dans l'emploi entre 2002 et 2015



1. Pour le Japon, variation entre 2002 et 2010.

Source : Eurostat ; Bureau de statistique du Japon ; Bureau of Labour Statistics des États-Unis ; et calculs de l'OCDE.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933502541>

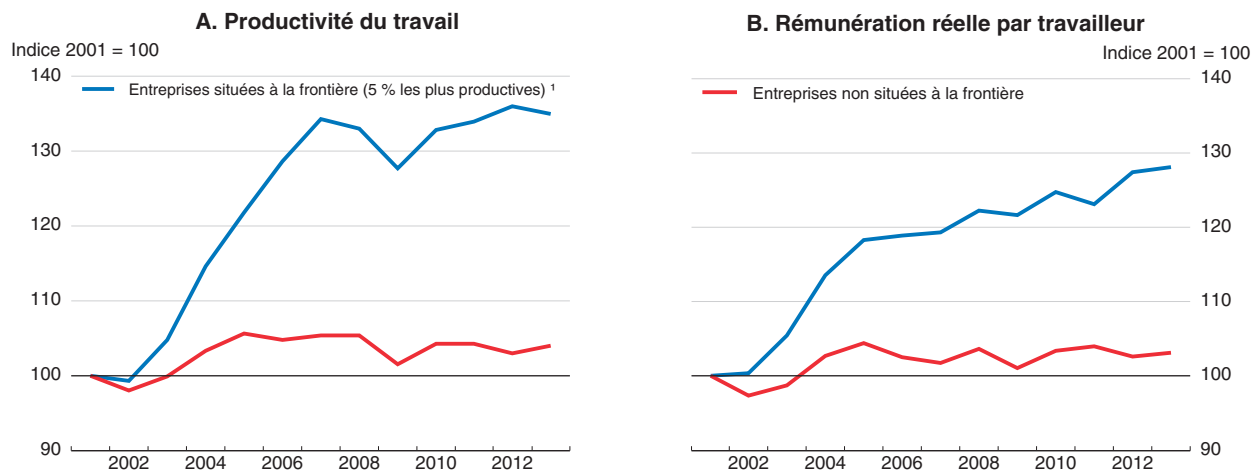
d'emploi des travailleurs effectuant des tâches répétitives dans les industries manufacturières, ce n'est pas le cas en ce qui concerne la délocalisation des opérations d'assemblage final (Marcolin et al., 2016). La littérature est peu concluante dans l'ensemble et montre que la relation entre délocalisations et polarisation est complexe (Marcolin et al., 2016 ; OCDE, 2017e).

L'effet des délocalisations sur les inégalités est complexe dans la mesure où il dépend de la composition de la population active et de la nature des délocalisations (Hijzen et Swaim, 2007 ; Sourdin et al., 2013). Des éléments indiquent que la délocalisation des activités ne nécessitant qu'un faible niveau de qualification peut réduire les inégalités, en ce sens qu'elle conduit à une augmentation de la productivité des entreprises, qui à son tour contribue à améliorer les salaires des travailleurs peu qualifiés dont l'emploi n'a pas été supprimé. À l'inverse, la délocalisation des tâches hautement qualifiées tend à accentuer les inégalités car elle entraîne une augmentation de la productivité relative des travailleurs très qualifiés et, de ce fait, creuse les écarts de salaire (Lopez-Gonzalez et al., 2015). Enfin, bien que les effets sur l'emploi et les salaires soient positifs sur certains segments du processus de production, des difficultés continuent de se poser au niveau individuel car les personnes qui profitent des emplois nouvellement créés ne sont pas forcément celles dont l'emploi a été supprimé ou celles qui subissent une réduction de salaire à cause des délocalisations.

La délocalisation des services tend à accentuer les inégalités salariales en poussant la productivité et les salaires des travailleurs qualifiés vers le haut et en tirant la demande de travailleurs peu ou moyennement qualifiés vers le bas (Crinó, 2012 ; Geishecker et Görg, 2013). Malgré tout, les données disponibles laissent penser que les perturbations de l'emploi dues aux importations de services sont sans doute moins aiguës que la situation observée dans le secteur manufacturier, étant donné que les économies avancées conservent un avantage concurrentiel dans la fourniture de services sophistiqués. Il n'en demeure pas moins qu'un grand nombre de travailleurs dont l'emploi a été supprimé ne trouvent que des emplois moins bien rémunérés (Liu et Trefler, 2011). Ces résultats montrent que des recherches supplémentaires sont nécessaires pour pouvoir évaluer l'impact global de la délocalisation des services. Il faudrait notamment procéder à des investigations plus détaillées qui tiennent compte des types d'emploi occupés et de la nature des délocalisations.


Les écarts de productivité et de salaire se sont accentués

Les échanges peuvent également avoir des répercussions sur la dispersion des salaires à travers leur impact sur la productivité des entreprises. Il ressort d'estimations récentes de l'OCDE que la concurrence des importations tend à accroître les disparités salariales entre les entreprises et à resserrer les liens entre la productivité et la dispersion des salaires (Berlingieri et al., 2017 ; graphique 2.13). S'il est vrai que seules les entreprises les productives sont actives à l'exportation, les échanges ont aussi un effet sur la productivité en favorisant l'élargissement des marchés (voir encadré 2.4). Les entreprises qui exportent sont enclines à développer les qualifications de leur personnel et peuvent proposer des salaires supérieurs (Schank et al., 2007). Cela pourrait s'expliquer par le fait que les entreprises plus productives appliquent des procédures de recrutement plus sélectives que celles qui n'exportent pas (Helpman et al., 2010). Par ailleurs, les entreprises qui exportent sont généralement de plus grande taille et consacrent davantage de ressources à la formation et à la mobilité, peut-être parce qu'elles opèrent à la frontière technologique et

Graphique 2.13. **La dispersion des salaires est corrélée avec la dispersion de la productivité**

1. Les entreprises situées à la frontière correspondent aux 5 % des entreprises qui affichent la productivité du travail la plus élevée, par année et par secteur. Sont prises en compte les entreprises du secteur manufacturier et du secteur des services aux entreprises – à l'exclusion du secteur financier – qui emploient au moins 20 personnes.

Source : Andrews, D., C. Criscuolo et P. Gal (2016), « The Best versus the Rest : The Global Productivity Slowdown, Divergence across Firms and the Role of Public Policy », OECD Productivity Working Papers, n° 05, Éditions OCDE, Paris ; données Orbis de Bureau van Dijk ; et calculs de l'OCDE.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933502560>

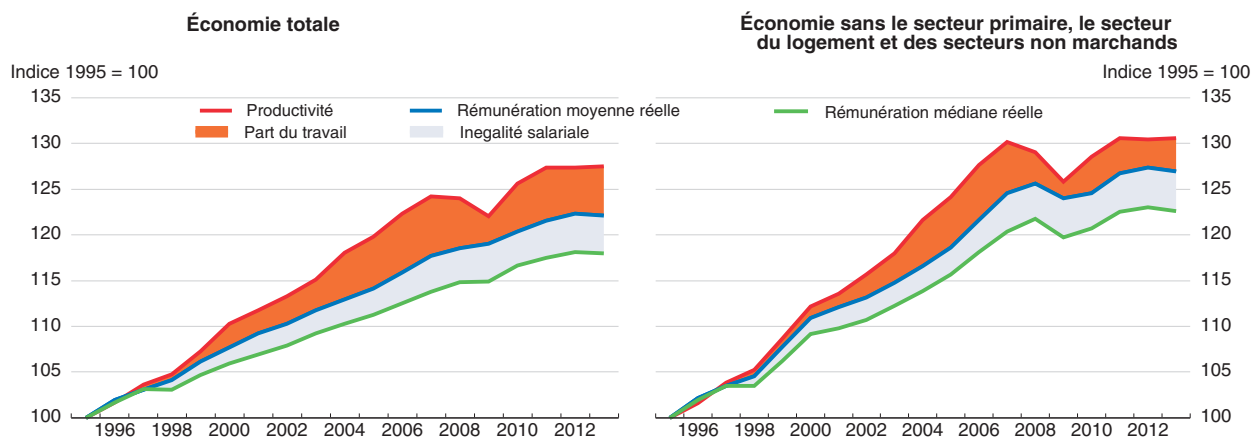
utilisent des technologies plus évoluées. Ces deux effets contribuent à augmenter la productivité et la demande de travailleurs très qualifiés parmi les entreprises exportatrices. La concurrence exercée par les importations peut également inciter les entreprises les plus productives à innover, entraînant une amélioration de leur productivité et des conséquences pour la dispersion des salaires. De tels effets ont été attestés parmi les entreprises du Royaume-Uni sur la période 2000-2007 (Bloom et al., 2016) et dans le secteur manufacturier mexicain (Verhoogen, 2008).

La part du travail dans le revenu des facteurs a diminué

Le déclin de la part globale du travail dans le revenu des facteurs observé dans certains pays est une autre source de préoccupation, même si il existe des différences importantes à cet égard entre les pays. Depuis 1995, la part du travail dans le revenu des facteurs a diminué de 14,2 points de pourcentage en Pologne mais a augmenté de 3,6 points de pourcentage en Suède, et l'ampleur du déclin varie en fonction des secteurs pris en compte (Schwellnus et al., 2017 ; graphique 2.14, partie A). D'après des données récentes, les échanges contribueraient à cette tendance (graphique 2.14, partie B). Il est possible également que la délocalisation des emplois peu productifs vers des pays à bas salaires ait fait baisser la part du travail dans le revenu des facteurs, dès lors que les entreprises recentrent leurs ressources sur les activités très productives et remplacent les travailleurs peu qualifiés par du capital. Cette hypothèse rejoint les conclusions de travaux antérieurs sur la délocalisation ainsi que des données recueillies aux États-Unis, qui montrent que le déclin de la part du travail dans le revenu des facteurs a été plus marqué dans les secteurs manufacturiers où les emplois sont plus susceptibles d'être délocalisés (Feenstra et Hanson, 1995 ; Elsby et al., 2013).

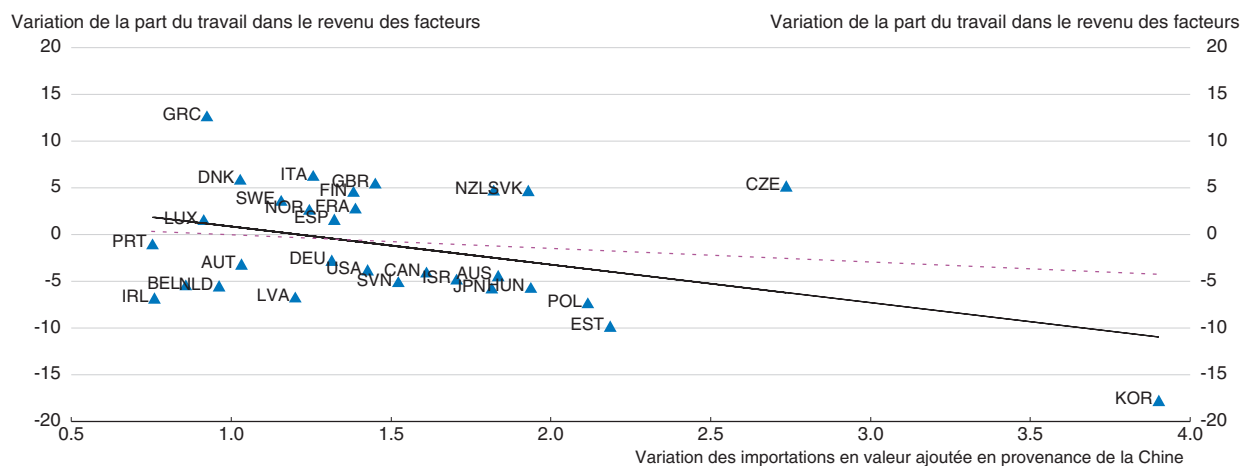
Graphique 2.14. Les échanges ont contribué à faire baisser la part du travail dans le revenu des facteurs

A. Le découplage au niveau macroéconomique reflète le déclin de la part du travail dans le revenu des facteurs et l'augmentation des inégalités salariales




B. Les échanges avec les pays à bas salaires sont liés à une baisse de la part du travail dans le revenu des facteurs¹

Variations en points de pourcentage, 1985-2011



1. Part du travail dans le revenu des facteurs, à l'exclusion du secteur primaire, du secteur du logement et des secteurs non marchands. La Corée n'est pas prise en compte sur la ligne en pointillés.

Source : Schwellnus, C., A Kappeler et P. Pionnier (2017), « Decoupling of wages from productivity : Macro-level facts », Document de travail du Département des affaires économiques de l'OCDE, n° 1373, Éditions OCDE, Paris.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933502579>

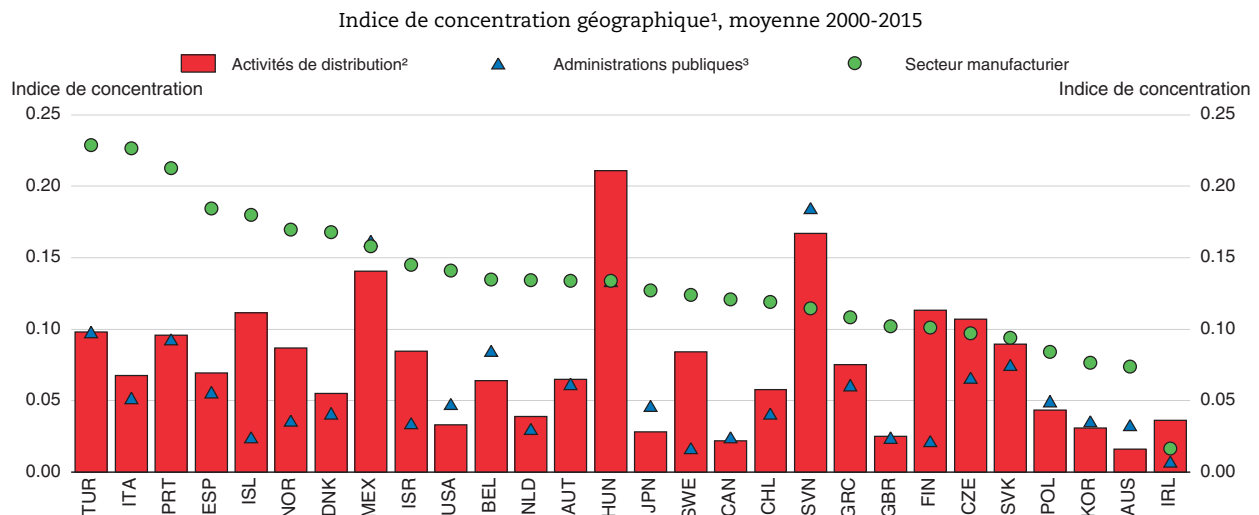
Mais, ici encore, il est difficile de démêler les rôles des échanges, de la technologie et des politiques publiques dans le déclin de la part du travail. Il se peut par exemple que l'intégration commerciale ait contribué à ce déclin en instaurant une dynamique qui voit le vainqueur se tailler la part du lion (« winner take most ») et en renforçant la concentration du marché dans un certain nombre de secteurs, avec pour conséquence une hausse de la part des bénéficiaires (Autor et al., 2017). Les réglementations favorables aux entreprises en place, l'absence de politique rigoureuse en matière de concurrence et une planification fiscale agressive peuvent conduire à un accroissement des bénéficiaires lorsque la concentration du marché augmente. De même, le progrès technologique réduit le prix

relatif des biens d'équipement et incite les entreprises à remplacer la main-d'œuvre par du capital et à délocaliser certaines activités (Karabarounis et Neiman, 2013).

Cibler les coûts : l'adaptation des régions à la concurrence des importations et à l'évolution des préférences et de la technologie

Dans la plupart des pays de l'OCDE, la concentration régionale de l'emploi manufacturier est généralement beaucoup plus élevée que la concentration régionale des emplois de service (graphique 2.15). Des données plus détaillées recueillies au niveau des pays confirment que les industries manufacturières – en particulier la construction de véhicules à moteur, de navires et de bateaux, l'aéronautique ainsi que la fabrication de produits pharmaceutiques et chimiques – se caractérisent généralement par un degré de concentration géographique de l'emploi plus élevé. En revanche, les secteurs d'activité qui ont l'avantage d'être situés à proximité de la population desservie – comme les services de vente au détail, la restauration, l'éducation et les services sociaux – sont plus dispersés géographiquement (Campos, 2012 ; OCDE, 2016c). Des données relatives aux États-Unis indiquent de surcroît que les industries manufacturières qui participent activement aux échanges internationaux sont beaucoup plus concentrées géographiquement que celles qui sont moins actives sur ce plan (Shelburne et Bednarzik, 1993). Compte tenu de la concentration régionale de l'emploi manufacturier, les chocs que subit spécifiquement ce secteur, qu'ils soient dus à l'évolution des échanges, des préférences ou de la technologie, peuvent avoir de lourdes répercussions à l'échelle régionale, même si leur effet macroéconomique global sur l'économie nationale est modeste.

Graphique 2.15. **L'emploi manufacturier est plus concentré géographiquement que les emplois de service**



1. L'indice de concentration géographique indique la mesure dans laquelle une activité est concentrée dans des régions particulières. Sa valeur est comprise entre 0 (concentration nulle) et 1 (concentration maximale).
2. Comprennent les activités de commerce de distribution, de réparation, de transport et d'entreposage, d'hébergement et de services alimentaires.
3. Comprennent les activités d'administration publique, de sécurité sociale obligatoire, d'éducation, de santé humaine et de travail social.

Source : Calculs de l'OCDE ; pour de plus amples précisions sur les calculs, voir OCDE (2003), *Geographic Concentration and Territorial Disparity in OECD Countries*, Éditions OCDE, Paris.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933502598>

Un ensemble de facteurs – concentration géographique des activités manufacturières en concurrence avec les importations, concentration des conséquences de l'évolution des préférences et de la technologie et dépendance de certaines régions, en particulier celles qui ne sont pas proches d'une grande ville, à l'égard de ces activités particulières – font que l'emploi manufacturier régional peut être durement touché. Des études récentes consacrées à la dimension régionale de la pénétration des importations (Autor et al. 2013, 2016) sont parvenues à la conclusion qu'un quart environ du déclin de l'emploi manufacturier enregistré entre 2000 et 2007 aux États-Unis pourrait être dû à la pénétration des importations chinoises. Ces estimations signifient que la concurrence des importations chinoises aurait provoqué une perte nette d'environ 950 000 emplois manufacturiers aux États-Unis. Bien que ce déclin ait eu de graves conséquences au niveau personnel et régional, son effet à l'échelle macroéconomique nationale a été relativement modeste, le Bureau of Labour Statistics des États-Unis ayant recensé environ 1.9 million de cessations d'emploi involontaires *par mois* en moyenne durant cette période. Des résultats qualitatifs analogues ont été relevés pour des régions d'autres pays de l'OCDE, notamment l'Espagne (Donoso et al., 2015) et l'Allemagne (Dauth et al., 2014 ; 2017).

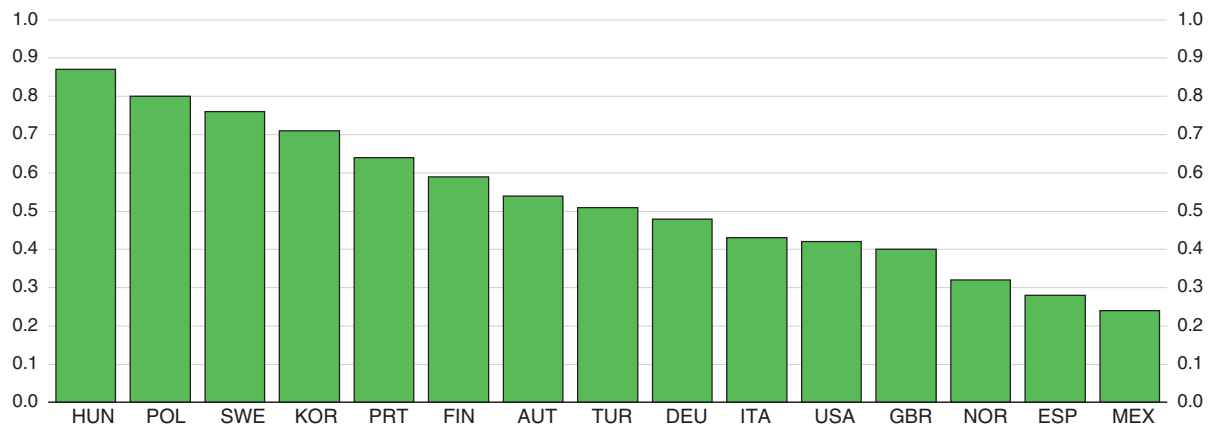
L'adaptation au changement structurel passe par la création d'emplois dans les secteurs en expansion, en remplacement des emplois supprimés dans d'autres secteurs à cause de l'évolution des échanges, de la technologie ou des préférences. Cependant, les régions où le taux d'emploi dans le secteur manufacturier accuse une baisse plus marquée que la moyenne nationale sont souvent des régions où l'emploi total diminue aussi davantage que la moyenne nationale (graphique 2.16, partie A ; annexe 2.3). Dans plus de la moitié des pays analysés par Rusticelli et al. (Rusticelli et al., 2017), en comparant des secteurs de taille similaire, les changements qui touchent l'emploi dans le secteur manufacturier sont plus étroitement corrélés avec l'emploi régional total. En d'autres termes, lorsque les entreprises manufacturières d'une région subissent un choc, les emplois dans les autres secteurs ne semblent pas suffisants pour combler les pertes. Cela étant, le niveau et la robustesse de cette corrélation positive sont très variables selon les pays.

La relation entre l'emploi total et la baisse de l'emploi manufacturier dans les régions appelle deux interprétations : soit les travailleurs du secteur manufacturier dont l'emploi a été supprimé ont des perspectives de réemploi plus faibles que les travailleurs privés d'emploi des autres secteurs, soit les effets multiplicateurs et d'entraînement défavorables provoqués par le secteur manufacturier sont plus importants. Des analyses récentes de l'OCDE montrent que l'adaptation régionale aux chocs dépend de la concentration des activités à l'échelon local : les activités plus diversifiées des zones urbaines ont tendance à protéger celles-ci contre les retombées négatives de la concurrence internationale sur l'emploi et la pression de l'évolution technologique. En revanche, les zones rurales sont moins diversifiées et ont tendance à se spécialiser dans les produits primaires et la production manufacturière de faible qualité, soit les activités qui ont été les plus durement touchées par les chocs commerciaux (OCDE, 2016c).

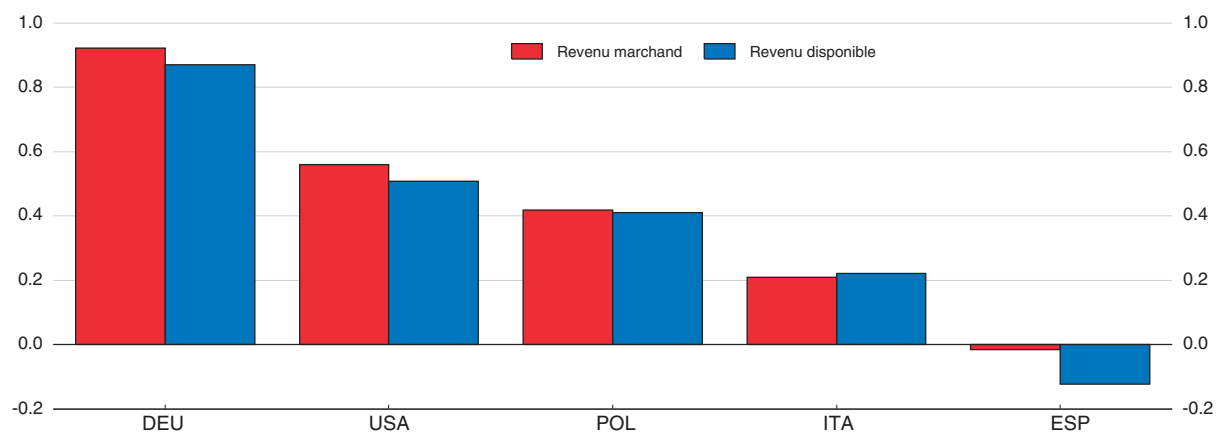
Le déclin de l'emploi manufacturier est aussi associé à une baisse du revenu marchand et du revenu disponible dans l'ensemble de la région (graphique 2.16, partie B ; annexe 2.3). Ce constat rejoint des résultats montrant qu'aux États-Unis, les travailleurs les plus exposés à la concurrence des importations chinoises, employés principalement dans le secteur manufacturier, ont perçu des salaires nettement inférieurs à ceux des autres travailleurs partageant les mêmes caractéristiques démographiques et antécédents professionnels (Autor et al., 2014 ; Kletzer, 2001). Des recherches récentes montrent

Graphique 2.16. **Le déclin de l'emploi manufacturier est associé à un repli de l'emploi et des salaires**

A. Corrélation entre les variations des taux d'emploi dans le secteur manufacturier et total au niveau régional depuis 2000¹




B. Corrélation entre la variation des revenus moyens marchand et disponible par travailleur et la variation du taux d'emploi dans le secteur manufacturier au niveau régional depuis 2000²



1. L'échantillon est limité aux pays comptant au moins 15 régions et couvre la période allant de 2000 à la dernière période pour laquelle des données sont disponibles. Concernant le niveau de signification statistique des coefficients de corrélation, voir annexe 2.3.

2. Ce graphique représente la corrélation entre la variation du taux d'emploi dans le secteur manufacturier et les revenus marchand et disponible moyens par travailleur au niveau régional. Le revenu disponible est obtenu par la formule 'revenu marchand - impôts + transferts', et le revenu marchand englobe les revenus du travail et du capital.

Source : Base de données régionales de l'OCDE ; et calculs de l'OCDE.

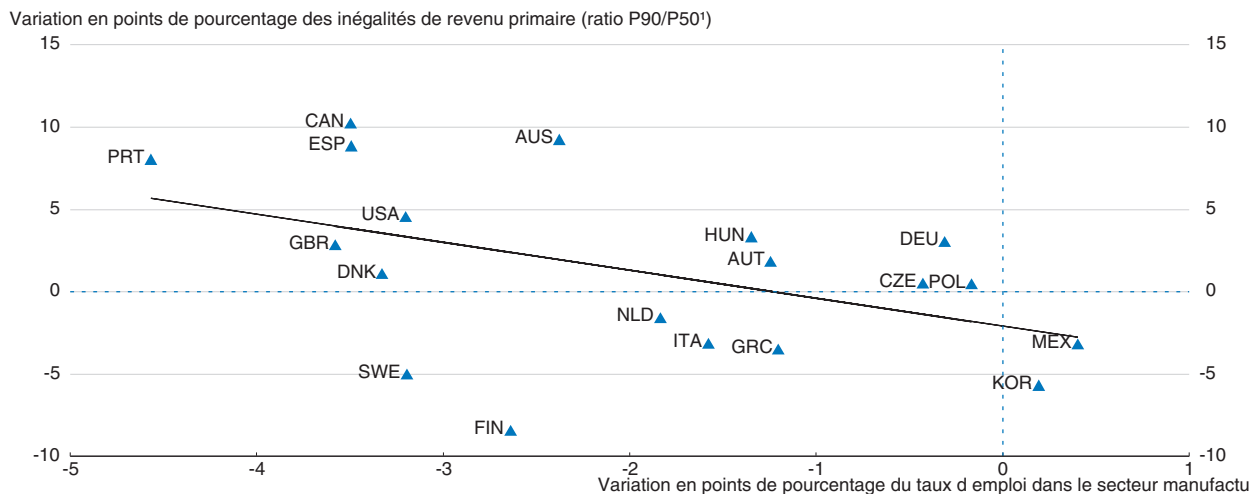
StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933502617>

également qu'en France, la concurrence des importations a fortement affecté les marchés du travail locaux en poussant les salaires à la baisse (Malgouyres, 2016).

La raréfaction des emplois manufacturiers et la baisse de l'emploi et des salaires à l'échelle régionale, qui résulte de l'intensification de la concurrence des importations, d'une diversité sectorielle limitée et de l'évolution des préférences et de la technologie, sont associées à un creusement des inégalités entre les revenus moyens des différentes régions (graphique 2.17). Le fait que le creusement des inégalités ait été relativement moins marqué dans certains pays comme la Suède et la Finlande, où l'emploi manufacturier a pourtant sensiblement diminué, montre que les institutions et les


Graphique 2.17. Le déclin du taux d'emploi dans le secteur manufacturier est associé à une augmentation des inégalités de revenu entre les régions

Ratio P90/P50, de 2000 à la dernière période pour laquelle des données sont disponibles



1. Le graphique met en regard la variation du taux d'emploi dans le secteur manufacturier au niveau national et la variation de la dispersion du revenu régional moyen, mesurée par le ratio P90/P50, c'est-à-dire la variation du ratio entre la région dont le revenu moyen est situé au 90e percentile et la région dont le revenu moyen est situé au 50e percentile.

Source : Base de données régionales de l'OCDE ; et calculs de l'OCDE.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933502636>

politiques spécifiques au pays ont un rôle important à jouer face aux suppressions d'emplois qui touchent le secteur manufacturier.

Des mesures pour renforcer la capacité d'adaptation des régions

Nécessité d'adopter une approche globale

Les perturbations économiques liées aux échanges, à la technologie et aux préférences imposent d'adopter une approche globale associant des actions de portée internationale, nationale et infranationale (OCDE, 2017b). Les régions et travailleurs particulièrement exposés à l'évolution des échanges, de la technologie et des préférences peuvent être confrontés à de grandes difficultés d'adaptation et à des coûts de longue durée. La réponse politique appropriée doit donc combiner des leviers d'action de portée nationale et des approches plus fines. La coordination et la cohérence entre les différents domaines d'action sont cruciales. Bien qu'il faille approfondir les recherches pour déterminer plus précisément où se concentrent les coûts et identifier des mesures efficaces pour y remédier, l'analyse présentée ci-dessus et l'expérience internationale suggèrent déjà quelques pistes d'action possibles.

Premièrement, des efforts seront nécessaires pour améliorer la productivité et les capacités d'emploi des régions en retard sur les régions les plus productives du pays. Il convient en particulier d'instaurer des mesures qui renforcent leur avantage comparatif et les liens entre zones rurales et zones urbaines. La dimension régionale des programmes d'action envisagés devrait être évaluée plus systématiquement.

Deuxièmement, des politiques nationales sont indispensables pour protéger les travailleurs en cas de choc et pour leur donner les moyens de réussir dans un monde ouvert et changeant. Cela suppose d'aider les travailleurs à quitter les secteurs en déclin et à trouver du travail dans les secteurs en expansion. Le meilleur moyen d'atteindre cet

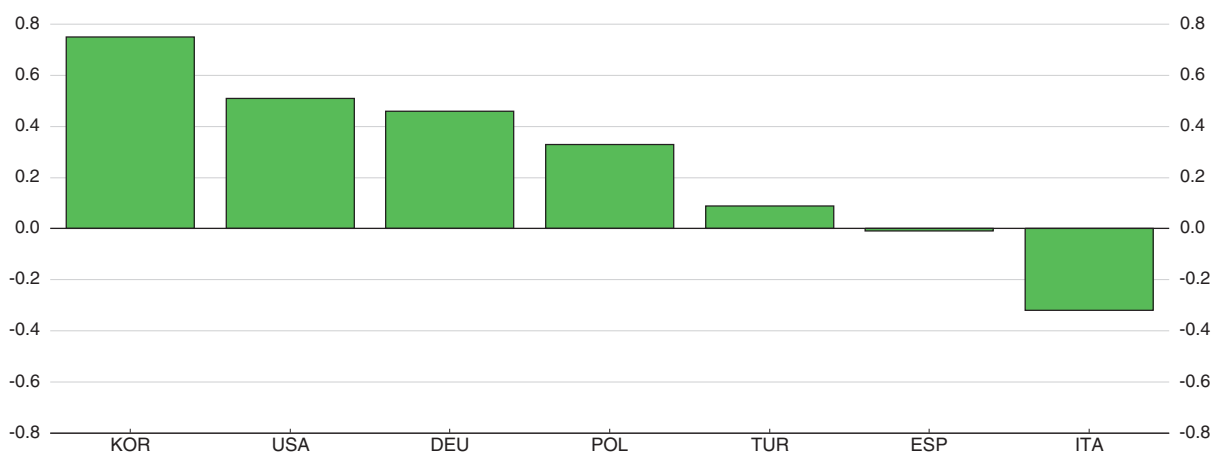
objectif réside dans les mesures d'activation, l'enseignement et la formation, et les mesures facilitant la mobilité de la main-d'œuvre. Les politiques redistributives ont un rôle à jouer en soutenant les travailleurs qui sont laissés pour compte (Causa et Hermansen, 2017).

En dernier lieu, les politiques nationales devraient être complétées par des accords internationaux visant à rendre les règles du jeu plus équitables et à améliorer l'inclusivité. Il faudra en particulier améliorer les normes relatives au marché du travail et à l'environnement. Enfin, un renforcement de la collaboration internationale s'impose dans les domaines suivants : concurrence, entreprises publiques, responsabilité des entreprises, corruption, commerce illégal et politique en matière d'investissement. Ces questions ne sont pas examinées ici mais sont traitées en détail dans d'autres publications récentes de l'OCDE (OCDE, 2017a ; 2017b).

Augmenter la mobilité régionale

Le renforcement de la mobilité de la main-d'œuvre pourrait aider les régions à s'adapter aux chocs, avec l'exode de population se déplaçant là où il y a du travail. Des données montrent qu'un léger ajustement de ce type s'est opéré en Corée, aux États-Unis et en Allemagne. Cet ajustement reste néanmoins partiel, dans la mesure où un grand nombre de chômeurs limitent leur recherche d'emploi à leur région de résidence actuelle (Autor et al., 2016). Dans d'autres pays, les migrations des régions les plus faibles vers les régions les plus performantes sont insuffisantes, de sorte que les mouvements migratoires ne contribuent pas à dissiper les chocs localisés qui peuvent frapper les marchés du travail (graphique 2.18). En outre, les travailleurs les moins instruits sont généralement les moins mobiles, ce qui freine l'adaptation des régions comptant une proportion élevée de travailleurs peu qualifiés (OCDE, 2005). Le renforcement de la mobilité géographique pourrait améliorer les perspectives professionnelles des demandeurs d'emploi et

Graphique 2.18. **Corrélation entre la variation du taux d'emploi total régional et la variation du taux d'immigration interrégionale net depuis 2000¹**



1. L'échantillon est limité aux pays comptant au moins 15 régions et couvre la période allant de 2000 à la dernière période pour laquelle des données sont disponibles. Concernant le niveau de signification statistique des coefficients de corrélation, voir annexe 2.3.

Source : Base de données régionales de l'OCDE ; et calculs de l'OCDE.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933502655>

également accroître la productivité en réduisant l'inadéquation des qualifications (Andrews et al., 2015).

Des réformes des politiques du logement peuvent contribuer à améliorer la mobilité de la main-d'œuvre. En accordant des allocations de logement aux personnes faiblement rémunérées ayant perdu leur emploi, qui n'auraient pas les moyens de s'installer dans des régions où les prix de l'immobilier sont élevés, on encouragerait les travailleurs à quitter les régions durement frappées par les chocs. De la même manière, en faisant en sorte que la procédure d'attribution des logements sociaux réponde mieux aux besoins des personnes qui quittent les régions en déclin, on faciliterait le processus d'ajustement. Un autre moyen d'encourager la mobilité de la main-d'œuvre consisterait à réduire les obstacles au développement des marchés locatifs privés, notamment en diminuant le biais fiscal en faveur des propriétaires-occupants. La réduction des coûts de transaction peut également favoriser la mobilité des personnes qui sont propriétaires de leur logement, en particulier dans les pays où le taux de propriétaires-occupants est élevé (Caldera-Sánchez et Andrews, 2011). Une solution pour y parvenir serait d'encourager la concurrence entre les intermédiaires intervenant dans les transactions immobilières. En dernier lieu, l'octroi d'indemnités de réinstallation peut être un moyen, efficace par rapport à son coût, d'encourager la mobilité de la main-d'œuvre. En Allemagne, par exemple, les travailleurs qui participent au programme d'indemnités de réinstallation perçoivent une rémunération plus élevée et occupent des emplois plus stables que ceux qui n'y participent pas (Caliendo et al., 2017). Il faut cependant mettre en balance les mesures destinées à pourvoir aux besoins de mobilité et la perte des externalités positives associées à une région. Il peut, en effet, s'avérer moins coûteux de soutenir la restructuration locale en s'appuyant sur les réseaux sociaux et économiques existants.

Les politiques visant à stimuler la mobilité géographique sont multidimensionnelles. À ce titre, il convient de compléter la politique en matière de logement par des infrastructures de transport de qualité facilitant l'accès des travailleurs aux zones de densité élevée où davantage d'emplois sont créés, et l'accès des entreprises à des marchés plus vastes. Les problèmes d'accès des groupes et régions défavorisés méritent une attention particulière. Autre piste possible pour améliorer la mobilité : la fourniture de services publics. La qualité et le coût de l'éducation, par exemple, peuvent être des déterminants importants de la décision de s'installer dans une autre région. L'accessibilité des services de garde d'enfants a également une influence importante sur la mobilité géographique, car dans de nombreux pays, les travailleurs sont obligés de faire appel à leur famille lorsque l'offre de services de garde d'enfants n'est pas suffisante.

Comment profiter des avantages liés aux CVM au niveau régional

L'exposition aux échanges est une source de vulnérabilité comme on l'a vu précédemment, mais elle peut également ouvrir des débouchés. Dans différents pays, les entreprises les plus productives ont tendance à être actives à l'international, à exercer des activités dans plusieurs pays et à participer aux échanges internationaux, le plus souvent en s'intégrant dans les CVM (Onodera, 2008). Les liens avec l'économie mondiale apparaissent comme un facteur de rattrapage important pour les régions. L'économie d'un grand nombre de régions en voie de rattrapage repose pour une large part sur les biens manufacturés, les produits miniers ou les services qui peuvent être commercialisés au niveau international (OCDE, 2016c). Les données montrent de fait que le renforcement de l'intégration des économies régionales dans les CVM contribue positivement au

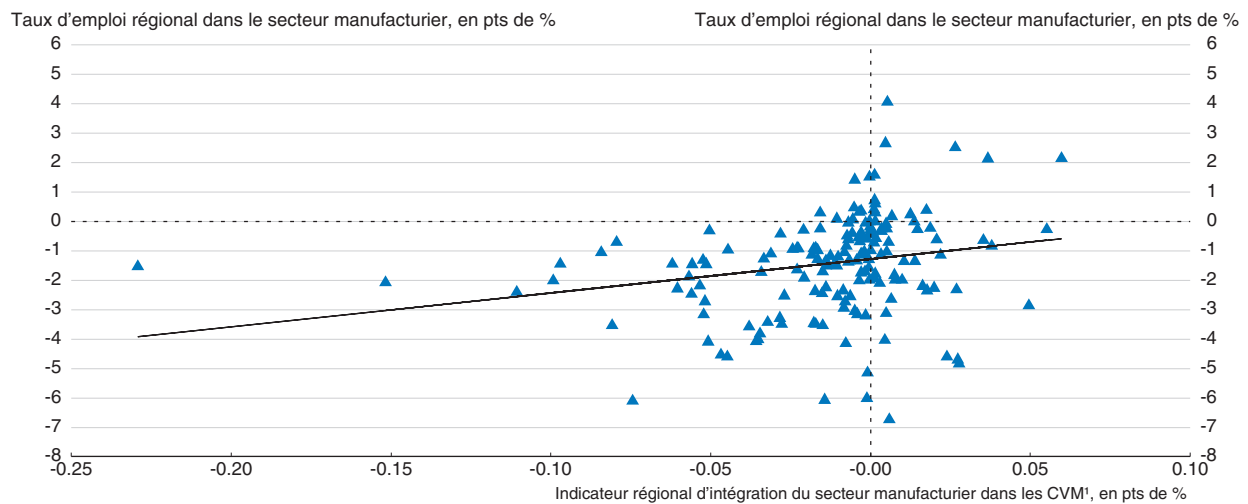
développement de l'emploi régional. Plus particulièrement, une analyse de régression effectuée avec des données portant sur 170 régions européennes sur la période 2000-2010 révèle qu'une intégration accrue dans les CVM, mesurée par la part de la région dans la valeur ajoutée mondiale, est associée de façon significative à l'augmentation du taux d'emploi régional dans le secteur manufacturier (Rusticelli et al., 2017, graphique 2.19).

Pour profiter des avantages liés aux échanges, les régions doivent impérativement s'appuyer sur les avantages concurrentiels locaux de manière à pouvoir tirer parti de la diffusion des connaissances nationales et mondiales. Dans les villes, la durabilité de la croissance de la productivité dépend en très grande partie de la capacité à exploiter les économies d'agglomération dans les services exportables haut de gamme, grâce notamment à une coordination adéquate des transports, du logement et de l'aménagement du territoire. Dans les zones moins denses, il importe que les politiques de développement rural ne se focalisent pas uniquement sur l'agriculture et cherchent à mieux exploiter les atouts locaux. La « spécialisation intelligente » nécessite la participation active de différents niveaux d'administration et des acteurs du secteur privé, qui pourront ensemble identifier les atouts locaux et se mobiliser pour encourager l'innovation, l'investissement et l'acquisition de qualifications.


Un certain nombre de mesures peuvent être prises au niveau des pays pour améliorer la diffusion des connaissances à partir des entreprises les plus productives. Les activités nationales de R-D sont indispensables pour permettre aux entreprises d'exploiter les avancées des techniques de production qui voient le jour à la frontière mondiale. Une plus grande collaboration des universités et des entreprises en matière de R-D permettrait de mieux adapter les activités aux besoins du secteur des entreprises (Andrews et al., 2015). La

Graphique 2.19. Les variations de l'emploi régional en Europe sont associées à une intégration renforcée dans les chaînes de valeur mondiales

Variation entre 2000 et 2010



1. L'indicateur régional d'intégration du secteur manufacturier dans les CVM est mesuré par la part de la valeur ajoutée régionale liée aux CVM dans la valeur ajoutée mondiale liée aux CVM (en %). Cinq activités manufacturières sont prises en compte dans l'indicateur d'intégration aux CVM : les produits miniers, les textiles, les produits combustibles, les machines et les autres produits manufacturés. Source : Los, B. et W. Chen, « GlobalValue Chain Participation Indicators for European Regions », Rapport pour l'OCDE, décembre 2016 ; Thissen M., M. Lankhuizen et B. Los (2017), « Construction of a Time Series of Fine-Grained Detailed Nuts2 Regional Input-Output Tables for the EU embedded in a Global System of Country Tables », document non publié, à paraître, PBL Netherlands Environmental Assessment Agency, La Haye ; et calculs de l'OCDE.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933502674>

capacité à innover et à exporter des produits différenciés peut contribuer à son tour à soutenir la demande de produits nationaux, y compris de biens manufacturés.

L'investissement direct étranger peut aussi apporter une contribution déterminante à la croissance économique régionale. Les compétences locales profitent des liens qu'entretiennent les entreprises nationales et étrangères à travers les connexions sociales et les retombées technologiques. Il a été constaté que des caractéristiques régionales particulières telles que la bonne qualité des infrastructures et l'accessibilité, le haut niveau de formation de la main-d'œuvre régionale et un niveau de dépenses de R-D élevé exercent une influence notable sur les choix de localisation des IDE. Cependant, d'autres facteurs liés à la situation macroéconomique nationale, à la taille du marché, aux caractéristiques géographiques et à la langue, qui ne relèvent pas de la compétence directe des autorités régionales, apparaissent également cruciaux (Casi et Resmini, 2017 ; Bode et Nunnenkamp, 2010). Les investissements dans la connectivité physique et numérique, en particulier, peuvent produire des avantages considérables s'ils sont judicieusement coordonnés avec d'autres politiques visant notamment à renforcer le capital humain, l'innovation et l'environnement des entreprises (OCDE, 2016c).

Par ailleurs, pour qu'une économie puisse tirer les leçons de l'expérience des entreprises les plus productives, il ne doit pas y avoir d'obstacles à la réaffectation des ressources. Dans la majorité des économies avancées, il reste encore beaucoup à faire pour réduire les obstacles réglementaires à l'entrée des entreprises et à la concurrence, en particulier dans les services (OCDE, 2017f). Les réglementations des marchés de produits dans les secteurs du commerce de gros et de détail pénalisent davantage la croissance de la productivité dans les régions qui sont à la traîne de la région la plus productive du pays (D'Costa et al., 2016).

Accords budgétaires entre niveaux d'administration

Les accords budgétaires entre les différents niveaux d'administration doivent être soigneusement conçus de manière à favoriser la convergence régionale. Bien que les transferts de l'administration centrale aux administrations infranationales soient utiles pour assurer la mise en conformité des biens et services publics infranationaux avec des normes nationales communes, ils peuvent également réduire l'incitation qu'ont les régions retardataires à rattraper les régions les plus avancées. Les cadres budgétaires inter-administration qui reposent sur le principe selon lequel les collectivités locales devraient financer leurs dépenses avec leurs propres ressources sont les plus propices au développement économique régional dans les pays de l'OCDE (Bartolini et al., 2016). Un tel dispositif incite les collectivités locales à élargir leur assiette fiscale en mettant en œuvre des politiques favorables à l'activité économique et à la création d'emplois et en rendant leurs dépenses plus efficaces. L'effet positif de la décentralisation fiscale sur la croissance du PIB par habitant est plus marqué dans les régions en retard, qui disposent d'une marge de progression plus importante que les régions en pointe pour ce qui est d'activer les ressources locales ou de les utiliser de manière plus efficace. Bien que la décentralisation soit bénéfique à la croissance, la mise en œuvre de ces dispositifs nécessite des précautions particulières dans les régions confrontées à des chocs commerciaux ou technologiques coûteux, celles-ci étant davantage tributaires des transferts, qui atténuent les inégalités (Agkun et Dougherty, 2017).

Des mesures pour aider les travailleurs

Les politiques du marché du travail pour aider les travailleurs licenciés

Les mesures qui sont les mieux à même d'améliorer l'employabilité des travailleurs ayant perdu leur emploi à cause des échanges, sont globalement les mêmes que celles qui fonctionnent pour les travailleurs privés de leur emploi en raison de l'évolution technologique ou d'autres facteurs. L'expérience internationale indique que le meilleur moyen d'aider les travailleurs qui ont perdu leur emploi est de combiner aide temporaire au revenu, aide à la recherche d'emploi et mesures permettant d'améliorer l'employabilité des demandeurs d'emploi (OCDE, 2016d). Les politiques actives du marché du travail peuvent être particulièrement utiles pour réduire le risque de chômage de longue durée, la dépréciation des qualifications et de l'employabilité qui en découle, et la baisse de salaire consécutive à un licenciement (Quintini et Venn, 2013). La réussite des politiques du marché du travail passe par les conditions importantes suivantes : il faut que les régions confrontées à un chômage élevé et persistant à la suite d'un choc disposent de ressources suffisantes, et que les services publics de l'emploi puissent adapter leurs programmes en fonction des besoins locaux.

Si, les types de mesure à mettre en œuvre sont à peu près identiques pour les différentes catégories de travailleurs, les personnes privées de leur emploi en raison de l'évolution des échanges ont sans doute besoin d'un soutien plus important. En effet, leurs perspectives de réemploi sont souvent relativement médiocres car ces personnes sont en général plus âgées, ont une ancienneté plus longue dans l'emploi et disposent de qualifications qui sont spécifiques à un secteur en déclin (Francois et al., 2011 ; Egger et Kreckemeier, 2009 ; 2011 ; Sourdin et al., 2013 ; OCDE, 2005). Les résultats des programmes spécialisés destinés aux travailleurs qui ont perdu leur emploi à cause des échanges internationaux sont cependant décevants dans l'ensemble (voir encadré 2.5). Les approches ciblées peuvent néanmoins se révéler plus indiquées dans le cas de licenciements collectifs, qui entraînent une situation dans laquelle un grand nombre de travailleurs aux caractéristiques similaires cherchent du travail au même moment et au même endroit, que la concurrence commerciale ait ou non joué un rôle majeur dans la perte de leur emploi.

Parmi les mesures d'aide à l'adaptation qui ont fait la preuve de leur efficacité en termes d'amélioration des perspectives de réemploi des travailleurs licenciés, citons l'obligation faite aux entreprises de prévenir les travailleurs et les autorités du marché du travail de leur intention de procéder à un licenciement suffisamment longtemps à l'avance, afin que les services de conseil et d'aide à la recherche d'emploi puissent être activés avant même que les travailleurs concernés ne soient au chômage. Parmi les pays de l'OCDE, la Suède a obtenu des résultats particulièrement positifs en utilisant cette approche. Ce succès s'explique en grande partie par la longue tradition de collaboration entre les partenaires sociaux, qui se partagent la responsabilité de la gestion des restructurations. Cette collaboration a été institutionnalisée sous la forme des Conseils de sécurité de l'emploi, qui sont financés par le patronat et reposent sur des accords collectifs entre partenaires sociaux (OCDE, 2015). Lorsque des emplois sont menacés, le Conseil de sécurité de l'emploi du secteur concerné facilite les consultations entre employeurs et syndicats en examinant les éventuelles options outre le licenciement et en formulant des conseils sur les moyens de gérer au mieux les suppressions d'emploi qui ne peuvent être évitées. Les conseillers professionnels du Conseil de sécurité de l'emploi travaillent

Encadré 2.5. Programmes du marché du travail liés aux échanges : enseignements tirés de l'expérience internationale

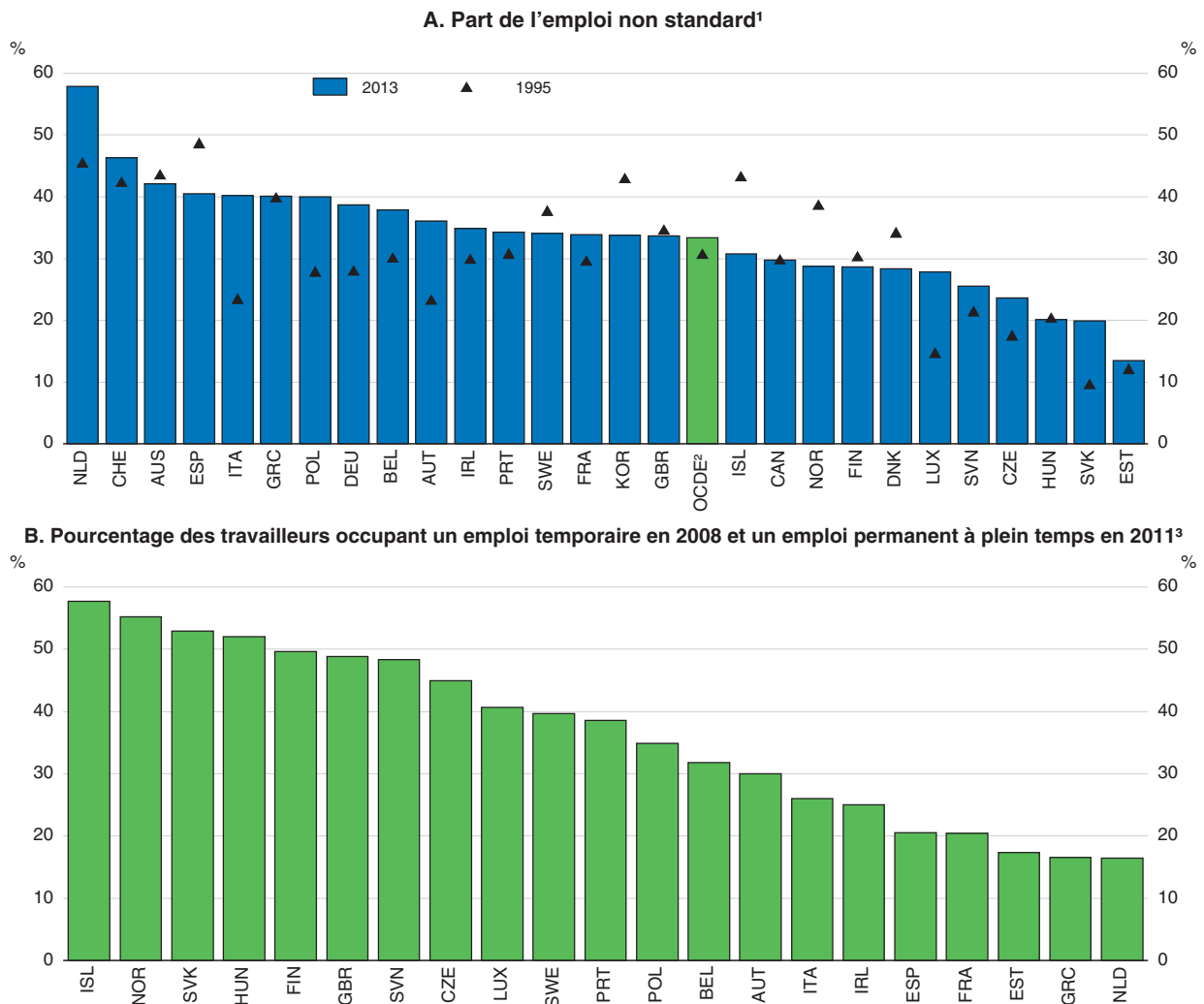
Aux États-Unis, le programme Trade Adjustment Assistance (TAA) for Workers accorde une aide supplémentaire aux travailleurs qui ont perdu leur emploi du fait de la concurrence des importations (y compris dans les secteurs situés en amont ou en aval), ou parce que leur employeur a transféré la production dans un autre pays. Cette aide est supérieure à celle accordée au titre des programmes généraux du marché du travail aux autres catégories de travailleurs privés d'emploi. Les travailleurs dont il est attesté que leur licenciement est dû à l'évolution des échanges peuvent bénéficier d'une aide à la formation particulièrement généreuse qui couvre à la fois le coût direct de la formation et les frais de subsistance encourus pendant la formation. Les travailleurs admissibles au TAA peuvent également bénéficier d'une aide à la recherche d'emploi plus intensive que celle accordée aux autres travailleurs privés de leur emploi ainsi que d'une indemnité de réinstallation ; quant aux travailleurs âgés pour lesquels une formation n'est pas indiquée, ils peuvent percevoir une partie de la différence entre leur ancien et leur nouveau salaire pendant un maximum de deux ans. Le succès du programme a été amoindri par la durée parfois excessivement longue des procédures de détermination de l'admissibilité des travailleurs licenciés au TAA, alors que l'aide à l'adaptation est plus efficace lorsqu'elle est mise en place très tôt. On peut également se demander s'il est équitable d'accorder une aide plus conséquente aux travailleurs privés d'emploi en raison de l'évolution des échanges qu'à ceux qui ont perdu leur emploi pour d'autres raisons. Une partie de l'inefficacité associée au programme TAA résulte de la complexité et de la structure institutionnelle déconcentrée des programmes du marché du travail américains en général (OCDE, 2016g). Lors de l'exercice 2016, le Congrès a alloué aux programmes TAA for Workers une enveloppe de 861 millions USD (soumise à une réduction automatique de dépenses).

Les financements de l'UE à l'appui des programmes destinés aux travailleurs privés de leur emploi sont distribués par l'intermédiaire du Fonds européen d'ajustement à la mondialisation (FEM) et sont plafonnés à 150 millions EUR par an pour la période 2014-2020. Le FEM accorde des aides ponctuelles et limitées dans le temps aux personnes ayant perdu leur emploi à la suite de changements structurels majeurs survenus dans le commerce international ou du fait de la crise financière mondiale. Bien que son budget soit beaucoup plus limité que celui du programme TAA for Workers aux États-Unis, le FEM s'adresse à une gamme plus étendue de travailleurs privés de leur emploi. En règle générale, le FEM ne peut intervenir que lorsque plus de 500 travailleurs ont été licenciés par une seule entreprise (y compris ses fournisseurs et les producteurs en aval), ou si un grand nombre de travailleurs sont licenciés au sein d'un secteur particulier dans une ou plusieurs régions avoisinantes. Les projets du FEM sont généralement gérés et mis en œuvre par les autorités nationales ou régionales. Dans l'UE, les approches utilisées pour faire face aux suppressions d'emplois varient selon les pays.

individuellement avec les personnes qui ont été licenciées pour les aider à retrouver un emploi adapté. L'efficacité de cette approche transparaît dans le fait qu'en Suède, 85 % des travailleurs licenciés trouvent un nouvel emploi dans l'année, un taux plus élevé que dans n'importe quel autre pays de l'OCDE.

Par ailleurs, les travailleurs ayant perdu leur emploi, ont tendance à voir la sécurité de leur emploi s'affaiblir. Les suppressions d'emploi s'accompagnent souvent d'une hausse du travail temporaire et à temps partiel (Quintini et Venn, 2013). Bien que cette situation ne soit pas directement liée aux échanges, la part des contrats non standard est relativement élevée dans plusieurs pays et tend à augmenter (graphique 2.20, partie A). De surcroît, dans un grand nombre de pays, les contrats temporaires n'ouvrent pas d'accès à un emploi plus permanent (graphique 2.20, partie B). La progression des contrats non standard est associée à une diminution de la sécurité de l'emploi et, en cas de perte d'emploi, à une

Graphique 2.20. La sécurité de l'emploi est faible dans certains pays




1. L'échantillon est limité aux travailleurs rémunérés et aux travailleurs indépendants (employés à leur compte) âgés de 15 à 64 ans, à l'exclusion des employeurs, des étudiants qui travaillent et des apprentis.

2. OCDE correspond aux 27 pays représentés sur le graphique.

3. 2007-10 pour la France, la Grèce, la République tchèque, le Royaume-Uni et la Suède ; 2006-09 pour la Norvège et la République slovaque ; et 2005-08 pour l'Irlande.

Source : OCDE (2015), Tous concernés : Pourquoi moins d'inégalité profite à tous, Éditions OCDE, Paris.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933502693>

moins protection des revenus. En bénéficiant d'une meilleure sécurité de leurs revenus, les travailleurs privés de leur emploi en raison de l'évolution des échanges et de la technologie s'adapteraient plus facilement aux chocs. Plus particulièrement, pour aider les travailleurs dans leur transition entre deux emplois, il est nécessaire d'assurer la transférabilité des droits et de lier ces derniers à la personne plutôt qu'à l'emploi occupé.

Au vu de certaines données indiquant que les échanges ont accentué les inégalités dues à la technologie dans certains pays – mais à des degrés variables selon les pays –, il est

permis de penser que d'autres institutions du marché du travail sont utiles pour soutenir le revenu des travailleurs moyennement ou peu qualifiés. En particulier :

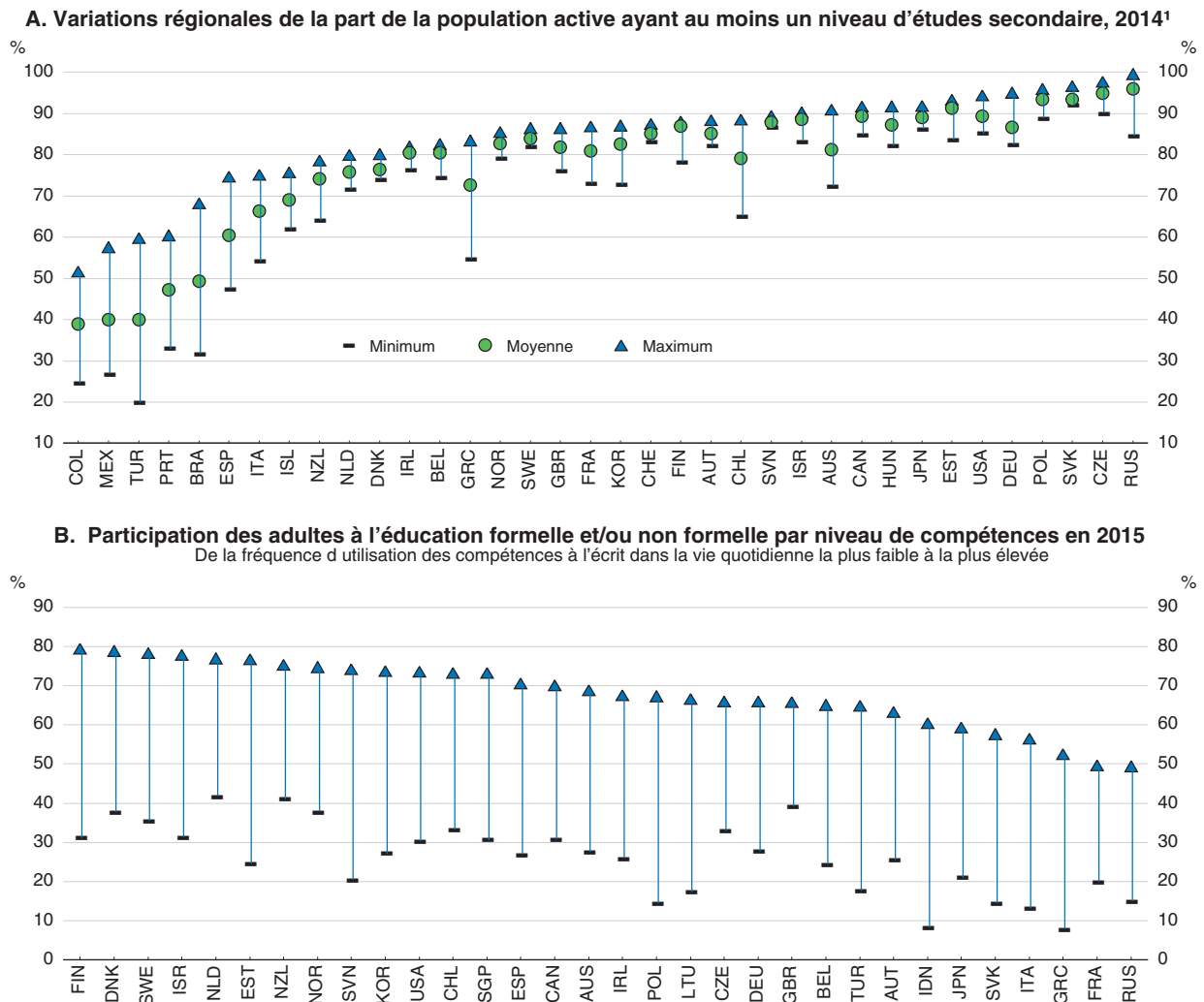
- Un système de salaire minimum bien conçu peut aider à maintenir les revenus des travailleurs peu qualifiés sans compromettre leurs perspectives d'emploi (Immervoll, 2015). C'est le cas par exemple si ce système associe un salaire minimum relativement élevé, garant d'un salaire net disponible élevé, et des coûts de main-d'œuvre raisonnables soutenus par des subventions salariales.
- Des données montrent également que la syndicalisation et les négociations collectives atténuent l'effet négatif de la concurrence des importations sur les inégalités salariales (Schwellnus, 2016 ; Berlingieri et al., 2017).

Les écarts de productivité entre régions laissent supposer que les cadres institutionnels n'ont pas le même effet dans toutes les régions. Dans la pratique, il se peut que l'effet sur les régions retardataires soit atténué par le non-respect des cadres. Par exemple, des calculs montrent qu'en Italie, le pourcentage de travailleurs dont le salaire est inférieur au salaire minimum fixé par les conventions collectives augmente à mesure que l'on se déplace du nord vers le sud (Garnero, 2017). Ces différences peuvent également décourager l'installation d'activités dans les régions peu productives où la part des travailleurs peu productifs est plus élevée. Le choix de politiques ciblées sur les individus ou de politiques d'adaptation des institutions aux caractéristiques régionales est une question empirique qui nécessite des recherches supplémentaires.

Politiques en matière d'éducation et de compétences préparant les travailleurs pour l'avenir


Dans les pays de l'OCDE, le niveau de formation des travailleurs est généralement plus bas en milieu rural qu'en milieu urbain (OCDE, 2016c ; graphique 2.21, partie A), de sorte que les travailleurs ruraux sont plus vulnérables face aux chocs. Renforcer les qualifications des travailleurs dont l'emploi est menacé peut les aider à s'adapter à un nouvel environnement et réduit le risque que leur emploi ne soit délocalisé (OCDE, 2017d). Les travailleurs instruits sont aussi généralement plus mobiles en cas de choc. Des travaux de l'OCDE indiquent que les difficultés rencontrées sur le marché du travail par les travailleurs licenciés s'expliquent en majeure partie par le manque de compétences génériques clés telles que les compétences verbales, cognitives et en mathématiques (Quintini et Venn, 2013).

Bien qu'ils soient plus exposés au risque de licenciement, les travailleurs peu qualifiés ont tendance à moins participer aux programmes de formation continue (graphique 2.21, partie B). Or, des données montrent que ces programmes contribuent à préserver la qualité de l'emploi après un licenciement. Au Danemark, des travailleurs sans emploi qui avaient suivi une formation professionnelle aux emplois de service ont bénéficié d'une meilleure rémunération (Keller et Utar, 2016). De plus, par rapport aux salariés des grandes entreprises, les salariés des PME ont généralement des compétences cognitives plus faibles et sont donc moins susceptibles de satisfaire les critères de recrutement des entreprises exportatrices (OCDE, 2017d). Plusieurs défaillances du marché pourraient dissuader les entreprises et les individus d'investir dans la formation continue et de participer à ces programmes. Les politiques à privilégier seront différentes selon les pays mais pourraient comprendre des mesures qui protègent les entreprises contre le débauchage ainsi qu'un

Graphique 2.21. **Le niveau d'études et la participation aux programmes de formation sont faibles dans certains pays**

1. Ou dernière année pour laquelle des données sont disponibles.

Source : Base de données régionales de l'OCDE ; et OCDE (2016f), Regards sur l'éducation 2016. Les indicateurs de l'OCDE, Éditions OCDE, Paris (sur la base de l'Évaluation des compétences des adultes (25-64 ans).

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933502712>

soutien spécifique aux PME, qui ont moins de possibilités pour former leurs salariés, en particulier dans les régions souffrant d'un retard de développement.

En plus du renforcement des compétences, de nombreux pays doivent améliorer l'adéquation entre les compétences délivrées par le système éducatif et les compétences recherchées sur le marché du travail. Dans l'Union européenne, au Mexique, au Japon et en Corée, 40 % environ des travailleurs estiment que leur niveau de qualification n'est pas en phase avec les exigences de leur poste de travail, tandis qu'aux États-Unis, 40 % des entreprises interrogées indiquent avoir des difficultés pour pourvoir les postes vacants (OCDE, 2016e). Des initiatives visant à mieux adapter la formation des travailleurs aux besoins des entreprises locales contribueraient également à améliorer l'adéquation entre l'offre et la demande de compétences sur le marché du travail. Il serait utile à cet égard de

renforcer l'apprentissage en milieu de travail dans les programmes d'enseignement professionnel et d'établir des liens entre les établissements d'enseignement et le secteur privé grâce à une meilleure coordination parmi les parties prenantes.

Bibliographie

- Akgun, O. et S. Dougherty (2017), « Decentralisation, Globalisation and Inclusive Growth », *OECD Fiscal Federalism Working Paper Series*, Éditions OCDE, Paris, à paraître.
- Akgun, O., D. Bartolini et B. Cournède (2017), « The Capacity of Governments to Raise Revenue », *Documents de travail du Département des affaires économiques de l'OCDE*, Éditions OCDE, Paris, à paraître.
- Amiti, M. et C. Freund (2010), « The Anatomy of China's Export Growth » in *China's Growing Role in World Trade*, National Bureau of Economic Research, University of Chicago Press.
- Andrews, D., C. Criscuolo et P. Gal (2015), « Frontier Firms, Technology Diffusion and Public Policy: Micro Evidence from OECD Countries », *OECD Productivity Working Papers*, n° 2, Éditions OCDE, Paris, DOI : <http://dx.doi.org/10.1787/5jrql2q2jj7b-en>.
- Andrews, D., C. Criscuolo et P. Gal (2016), « The Best versus the Rest: The Global Productivity Slowdown, Divergence across Firms and the Role of Public Policy », *OECD Productivity Working Papers*, n° 5, Éditions OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/63629cc9-en>.
- Araujo, S., T. Chalaux et D. Haugh (2017), « Who's in Your Export Market? The Changing Pattern of World Trade in the Age of GVCs », Éditions OCDE, Paris, à paraître.
- Ariu, A. (2016), « Crisis-Proof Services: Why Trade in Services did not Suffer During the 2008–2009 Collapse », *Journal of International Economics*, 98: 138–149.
- Autor, D. H., D. Dorn et G. H. Hanson (2013), « The China Syndrome: Local Labor Market Effects of Import Competition in the United States », *American Economic Review*, 103 : 2121-2168.
- Autor D.H. et al. (2014), « Trade Adjustment Worker-Level Evidence », *Quarterly Journal of Economics*, 129 : 1799-1860.
- Autor, D. H., G.H. Hason et K. Majlesi (2016), « Importing Political Polarization? The Electoral Consequences of Rising Trade Exposure », document non publié, MIT.
- Autor, D.H. et al. (2017), « Concentrating on the Fall of the Labor Share », *National Bureau of Economic Research Working Paper*, n° 23108.
- Bai, L. et S. Stumpner (2016), *Estimating the Price Effects of Globalization: The Case of U.S. Imports from China*, document non publié.
- Baldwin, R. (2012), « Global Supply Chains: Why They Emerged, Why They Matter, and Where They are Going », *CEPR Discussion Paper*, n° 9103.
- Baldwin, R. (2016), *The Great Convergence: Information Technology and the New Globalization*, Harvard University Press, Cambridge, Massachusetts.
- Bartolini, D., S. Stossberg et H. Blöchliger (2016), « Fiscal Decentralisation and Regional Disparities », *Documents de travail du Département des affaires économiques de l'OCDE*, n° 1330, Éditions OCDE, Paris, DOI : <http://dx.doi.org/10.1787/5jlpq7v3j237-en>.
- Bas, M. et V. Strauss-Kahn, (2015), « Input-trade liberalization, export prices and quality upgrading », *Journal of International Economics*, Elsevier, vol. 95, n° 2, mars.
- Bems, R. (2008), « Aggregate Investment Expenditures on Tradable and Nontradable Goods », *IMF Working Paper*, n° 08/45.
- Berlingieri, G. (2014), « Outsourcing and the Rise in Services », *CEP Discussion Paper*, n° 1199.
- Berlingieri G., P. Blanchenay et C. Criscuolo (2017), « The great divergence (s) », *OECD Science, Technology and Industry Policy Papers*, Paris, à paraître.
- Bloom, N., M. Draca, et J. van Reenen (2016), « Trade Induced Technical Change? The Impact Of Chinese Imports On Innovation, IT And Productivity », *Review of Economic Studies*, 83 : 87-117.
- Bode, E. et P. Nunnenkamp (2011), « Does Foreign Direct Investment Promote Regional Development In Developed Countries? A Markov Chain Approach For US States », *Review of World Economics (Weltwirtschaftliches Archiv)*, 147 : 351-383.

- Braun, S. et J. Scheffel (2007), « Does international outsourcing depress union wages? », *SFB 649 Discussion Paper*, n° 2007-034, Berlin, <http://citeseerx.ist.psu.edu/viewdoc/download?doi=10.1.1.690.2491&rep=rep1&type=pdf>.
- Breemersch, K., J.P. Damijan, et J. Konings. (2017) « Labor Market Polarization in Advanced Countries: Impact of Global Value Chains, Technology, Import Competition from China and Labor Market Institutions », à paraître.
- Broda, C. et D. W. Weinstein, (2004), « Variety Growth and World Welfare », *American Economic Review*, 94 : 139-144, DOI : <http://dx.doi.org/10.1257/0002828041301443>.
- Caldera Sánchez, A. et D. Andrews (2011), « Residential Mobility and Public Policy in OECD Countries », *OECD Journal: Economic Studies*, vol. 2011/1, DOI : http://dx.doi.org/10.1787/eco_studies-2011-5kg0vswqt240.
- Caldera Sánchez, A. et D. Andrews (2011), « To Move or not to Move: What Drives Residential Mobility Rates in the OECD? », *Documents de travail du Département des affaires économiques de l'OCDE*, n° 846, Éditions OCDE, Paris, DOI : <http://dx.doi.org/10.1787/5kghtc7kzx21-en>.
- Caliendo, M., S. Kunn et R. Mahlstedt (2017), « The return to labor market mobility: An evaluation of relocation assistance for the unemployed », *Journal of Public Economics*, 148 : 136-151.
- Campos, C. (2012), « The Geographical Concentration of Industries », document non publié, UK Office for National Statistics, http://webarchive.nationalarchives.gov.uk/20160105160709/http://www.ons.gov.uk/ons/dcp171766_272232.pdf.
- Casi, L. et L. Remini (2017), « Foreign direct investment and growth: Can different regional identities shape the returns to foreign capital investments? », *Environment and Planning C: Politics and Space*.
- Causa, O. et M. Hermansen (2017), « The effectiveness of tax and transfer systems in reducing income inequality across OECD countries », *Documents de travail du Département des affaires économiques de l'OCDE*, Éditions OCDE, Paris, à paraître.
- Causa, O., A. de Serres et N. Ruiz (2015), « Can Pro-Growth Policies Lift All Boats?: An Analysis Based on Household Disposable Income », *OECD Journal: Economic Studies*, vol. 2015, n° 1, DOI : http://dx.doi.org/10.1787/eco_studies-2015-5jrqb1t5jb.
- Crinó, R. (2012), « Service Offshoring and the Skill Composition of Labour Demand », *Oxford Bulletin of Economics and Statistics*, 74 : 20-57.
- D'Costa, S., E. Garcilazo et J. Oliveira Martins (2016), « Impact of Structural Reforms on Regional Growth: Distance to the Frontier Matters », Center for Economic Performance, *SERC/Urban and Spatial Programme Discussion Paper*, n° SERCDP0203, juillet. <http://www.spatial-economics.ac.uk/SERC/publications/abstract.asp?index=5158>.
- Dauth, W. et al, (2017), « Trade and Manufacturing Jobs in Germany », *IZA Discussion Paper*, n° 10469.
- Dauth, W., S. Findeisen et J. Suedekum (2014), « The Rise of the East and the Far East: German Labor Markets and Trade Integration », *Journal of the European Economic Association*, 12 : 1643-1675.
- De Backer, K. et S. Miroudot (2013), « Mapping Global Value Chains », *OECD Trade Policy Papers*, n° 159, Éditions OCDE, Paris, DOI : <http://dx.doi.org/10.1787/5k3v1trgnbr4-en>.
- Demmou, L. (2012), « How product innovation in the North may immiserize the South: A new look at the Ricardian model with a continuum of goods », *Journal of Development Economics*, 97 : 93-304, DOI : <https://doi.org/10.1016/j.jdeveco.2011.03.002>.
- Demmou, L. (2010), « Le recul de l'emploi industriel en France entre 1980 et 2007. Ampleur et principaux déterminants : un état des lieux », *Économie et Statistiques*, 438 : 273-296.
- Demmou, L., C. Thubin et Y. Kalantzis (2017), « De-Industrialization in OECD Countries; a Simple Accounting Approach », *Documents de travail du Département des affaires économiques de l'OCDE*, Éditions OCDE, Paris, à paraître.
- Dinopoulos, E., K. Fujiwara et K. Shimomura (2011), « International trade and volume patterns under quasilinear preferences », *Review of Development Economics*, 15 : 154-167.
- Donoso, V., V. Martin et A. Minondo (2015), « Do differences in the exposure to Chinese imports lead to differences in local labor market outcomes? An analysis for Spanish provinces », *Regional Studies*, 49 : 1746-1764.
- Ebenstein, A., A. Harrison, M. McMillan et S. Phillips. (2014), « Estimating the Impact of Trade and Offshoring on American Workers Using the Current Population Surveys », *Review of Economics and Statistics*, 96 : 581-595.

- Égert, B. et P. Gal (2017), « The quantification of structural reforms in OECD countries: A new framework », *OECD Journal: Economic Studies*, vol. 2016, n° 1, DOI : http://dx.doi.org/10.1787/eco_studies-2016-5jg1lqspxtvk.
- Egger, H. et U. Kreickemeier (2009), « Firm Heterogeneity and the Labor Market Effects of Trade Liberalization », *International Economic Review*, 50: 187-216.
- Elsby, M. W. L. et al. (2013), « The Decline of the US Labour Share », *Brookings Papers on Economic Activity*, 2 : 1-52.
- Fajgelbaum, P. et A. Kandhelwal (2016), « Measuring the Unequal Gains from Trade », *Quarterly Journal of Economics*, 131 : 1113-1180.
- Feenstra, R. et G. H. Hanson (1995), « Foreign Investment, Outsourcing and Relative Wages », *National Bureau of Economic Research Working Paper*, n° 5121.
- Francois, J., M. Jansen et R. Peters (2011), « Trade adjustment costs and assistance: the labour dynamic », in *Trade and Employment: From Myth to Facts*, Bureau international du Travail.
- Frankel, J. et D. Romer (1999), « Does Trade Cause Growth? », *American Economic Review*, 89 : 379-399, juin.
- Garnero, A. (2017), « The Dog That Barks Doesn't Bite: Coverage and Compliance of Sectoral Minimum Wages in Italy », *IZA Discussion Paper*, n° 10511.
- Geishecker, I. et H. Görg (2013), « Services offshoring and wages: evidence from micro data », *Oxford Economic Papers*, 65 : 124-146.
- Goos, M., A. Manning et A. Salomons (2014), « Explaining Job Polarisation: Routine-Biased Technological Change and Offshoring », *American Economic Review*, 104 : 2509-2526, DOI : <http://dx.doi.org/10.1257/aer.104.8.2509>.
- Harrigan, J. (2001), « Specialization and the Volume of Trade: Do the Data Obey the Law? », dans Choi, E.K. et J. Harrigan (dir. pub.), *The Handbook of International Trade*, Blackwell Publishing.
- Haugh, D., A. Kopoin, E. Rusticelli, D. Turner et R. Dutu. (2016), « Cardiac Arrest or Dizzy Spell: Why is World Trade So Weak and What can Policy Do About It? », *OECD Economic Policy Papers*, n° 18, Éditions OCDE, Paris, DOI : <http://dx.doi.org/10.1787/5jlr2h45q532-en>.
- Helpman, E. (2016), « Globalization and Wage Inequality », *National Bureau of Economic Research Working Paper*, n° 22944, décembre.
- Helpman, E., O. Itskhoki et S. Redding (2010), « Unequal Effects of Trade on Workers with Different Abilities », *Journal of the European Economic Association*, 8 : 421-33.
- Herrendorf, B., R. Rogerson et A. Valentinyi (2013), « Two Perspectives on Preferences and Structural Transformation », *American Economic Review*, 103 : 2752-89.
- Hijzen, A. et P. Swaim (2007), « Does offshoring reduce industry employment? », *National Institute Economic Review*, vol. 201, pp. 86-96.
- Immervoll, H (2015), « Minimum wage after the crisis : Making them pay », *OECD Focus*, Éditions OCDE, Paris.
- Johansson, Å. et E. Olaberria (2014), « Long-term Patterns of Trade and Specialisation », *Documents de travail du Département des affaires économiques de l'OCDE*, n° 1136, Éditions OCDE, Paris, DOI : <http://dx.doi.org/10.1787/5jz158tbddbr-en>.
- Karabarbounis, L et B. Neiman, (2013), « The Global Decline of the Labour share », *National Bureau of Economic Research Working Paper*, n° 19136.
- Keller, W. et H. Utar (2016), « International Trade and Job Polarization: Evidence at the Worker-Level », *National Bureau of Economic Research Working Paper*, n° 22315.
- Kletzer, G. (2001), *Job Loss from Imports: Measuring the Costs*, Institute for International Economics.
- Krugman, P. (1995), « Growing World Trade: Causes and Consequences », *Brookings Papers on Economic Activity*, 1 : 327-362.
- Krugman, P. (2008), « Trade and wages, reconsidered », *Brookings Papers on Economic Activity*, Spring: 103-137.
- Liu, R. et D. Trefler (2011), « A Sorted Tale of Globalization: White Collar Jobs and the Rise of Service Offshoring », *National Bureau of Economic Research Working Paper*, n° 17559.

- Lopez-Gonzalez, J., P. Kowalski et P. Achard (2015), « Trade, global value chains and wage-income inequality », *OECD Trade Policy Papers*, n° 182, Éditions OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/5js009mzrqd4-en>.
- Malgouyres, C. (2016), « The Impact of Chinese Import Competition on the Local Structure of Employment and Wages: Evidence from France », *Document de travail*, n° 603, Banque de France.
- Marcolin, L., S. Miroudot et M. Squicciarini (2016), « The Routine Content Of Occupations: New Cross-Country Measures Based On PIAAC », *OECD Trade Policy Papers*, n° 188, Éditions OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/5jm0mq86fljg-en>.
- McMillan, M. et D. Rodrik (2011), « Globalization, Structural change and productivity growth », *National Bureau of Economic Research Working Paper*, n° 17143.
- Miroudot, S. et C. Cadestin (2017), « Services In Global Value Chains: From Inputs to Value-Creating Activities », *OECD Trade Policy Papers*, n° 197, Éditions OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/465f0d8b-en>
- Newfarmer, R. et M. Sztajerowska (2012), « Trade and Employment in a Fast-Changing World », dans OCDE (2012), *Policy Priorities for International Trade and Jobs*, Éditions OCDE, Paris.
- OCDE (2005), « Les disparités régionales d'emploi sont-elles persistantes ? Le rôle de la mobilité géographique », dans *Perspectives de l'emploi de l'OCDE 2005*, Éditions OCDE, Paris.
- OCDE (2009), *Perspectives de l'emploi de l'OCDE 2009: Faire face à la crise de l'emploi*, Éditions OCDE, Paris, DOI : http://dx.doi.org/10.1787/empl_outlook-2009-fr.
- OCDE (2012), *Toujours plus d'inégalité : Pourquoi les écarts de revenus se creusent*, Éditions OCDE, Paris, DOI : <http://dx.doi.org/10.1787/9789264119550-fr>.
- OCDE (2015), *Back to Work: Sweden: Improving the Re-employment Prospects of Displaced Workers*, Éditions OCDE, Paris, DOI : <http://dx.doi.org/10.1787/9789264246812-en>.
- OCDE/EUIPO (2016), *Trade in Counterfeit and Pirated Goods: Mapping the Economic Impact*, Éditions OCDE, Paris, DOI : <http://dx.doi.org/10.1787/9789264252653-en>.
- OCDE (2016a), *L'articulation entre productivité et inclusivité : Version préliminaire*, Éditions OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264260849-fr>.
- OCDE (2016b), *Illicit trade: converging criminal network*, Éditions OCDE, Paris, DOI : <http://dx.doi.org/10.1787/9789264251847-en>.
- OCDE (2016c), *OECD Regional Outlook 2016: Productive Regions for Inclusive Societies*, Éditions OCDE, Paris, DOI : <http://dx.doi.org/10.1787/9789264260245-en>.
- OCDE (2016d), *Perspectives de l'emploi de l'OCDE 2016*, Éditions OCDE, Paris, DOI : http://dx.doi.org/10.1787/empl_outlook-2016-fr.
- OCDE (2016e), *Getting Skills Right: Assessing and Anticipating Changing Skill Needs*, Éditions OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264252073-en>.
- OCDE (2016f), *Regards sur l'éducation 2016 : Les indicateurs de l'OCDE*, Éditions OCDE, Paris, DOI : <http://dx.doi.org/10.1787/eag-2016-fr>.
- OCDE (2016g), *Back to Work: United States: Improving the Re-employment Prospects of Displaced Workers*, Éditions OCDE, Paris, DOI : <http://dx.doi.org/10.1787/9789264266513-en>.
- OCDE (2017a), *International Trade: Free, Fair and Open?*, Éditions OCDE, Paris, DOI : <http://dx.doi.org/10.1787/9789264060265-en>
- OCDE (2017b), Réunion du Conseil au niveau des Ministres, 7-8 juin 2017, Note sur les principaux thèmes, Éditions OCDE, Paris.
- OCDE (2017c), *Services Trade Policies and the Global Economy*, Éditions OCDE, Paris, à paraître.
- OCDE (2017d), *OECD Skills Outlook 2017: Skills and Global Value Chains*, Éditions OCDE, Paris, DOI : <http://dx.doi.org/10.1787/9789264273351-en>.
- OCDE (2017e), *OECD Employment Outlook 2017*, Éditions OCDE, Paris, à paraître.
- OCDE (2017f), *Economic Policy Reforms 2017: Going for Growth*, Éditions OCDE, Paris, DOI : <http://dx.doi.org/10.1787/growth-2017-en>.
- Onodera, O. (2008), « Trade and Innovation Project: A Synthesis Paper », *OECD Trade Policy Working Papers*, n° 72, Éditions OCDE, Paris, DOI : <http://dx.doi.org/10.1787/240602178318>.

- Quintini, G. et D. Venn (2013), « Retrouver du travail : retour à l'emploi, salaire et utilisation des compétences suite à une perte d'emploi pour raison économique », dans *Perspectives de l'emploi de l'OCDE 2013*, Éditions OCDE, Paris, DOI : http://dx.doi.org/10.1787/empl_outlook-2013-8-fr.
- Rusticelli, E., A. Arquie, D. Haugh et D. Turner . (2017), « Going Local: A Regional Perspective on International Trade, Labour Markets and Inequality », *Documents de travail du Département des affaires économiques de l'OCDE*, Éditions OCDE, Paris, à paraître.
- Schank, T., C. Schnabel et J. Wagner (2007), « Do Exporters Really Pay Higher Wages? First Evidence from German Linked Employer-Employee Data », *Journal of International Economics*, 72 : 52-74.
- Schwellnus, C., A Kappeler et P. Pionnier (2017), « Decoupling of Wages from Productivity: Macro-level Facts », *Documents de travail du Département des affaires économiques de l'OCDE*, n° 1373, Éditions OCDE, Paris, DOI : <http://dx.doi.org/10.1787/d4764493-en>.
- Shelburne, R. et R. Bednarzik (1993), « Geographic Concentration of Trade-Sensitive Employment », *Monthly Labor Review*, vol. 116, pp. 3-31, <https://www.bls.gov/opub/mlr/1993/06/art1full.pdf>.
- Sourdin, P., S. Stone et C. Legendre (2013), « Trade and Labour Market Adjustment », *OECD Trade Policy Papers*, n° 143, Éditions OCDE, Paris, DOI : <http://dx.doi.org/10.1787/5k4c6spvddwj-en>.
- Swiecki, T. (2014), « Determinants of structural change », *Review of Economic Dynamics*, vol. 24. <http://dx.doi.org/10.1016/j.red.2017.01.007>.
- Thissen, M., M. Lankhuizen et B. Los (2017), « Construction of a Time Series of Fine-Grained Detailed Nuts2 Regional Input-Output Tables for the EU embedded in a Global System of Country Tables », document non publié, PBL Netherlands Environmental Assessment Agency, La Haye, à paraître.
- Timmer, M.P. et al. (2014), « Slicing Up Global Value Chains », *Journal of Economic Perspectives*, 28 : 99-118.
- Timmer, M.P. et al., (2016), « An Anatomy of the Global Trade Slowdown based on the WIOD 2016 », *GGDC Research Memorandum*, n° 162, Université de Groningue.
- Verhoogen, E. A. (2008), « Trade, Quality Upgrading, and Wage Inequality in the Mexican Manufacturing Sector », *Quarterly Journal of Economics*, 123 : 489-530.

ANNEXE 2.1

Résultats de la régression de la croissance des exportations

Pour analyser les effets relatifs de la demande et de la concurrence sur la croissance des exportations, on a estimé une régression de la croissance des exportations de 742 produits manufacturés dans 44 pays sur la période 1995-2015 (tableau). La demande est mesurée par les exportations mondiales totales du produit p , à l'exclusion des exportations du pays considéré.

Les effets de la concurrence sont mesurés par le degré de spécialisation d'un pays dans un produit. Plus le degré de spécialisation d'un pays dans un produit est élevé, plus on estime qu'il renforce le niveau de concurrence sur le marché de ce produit. La spécialisation est à son tour mesurée par l'avantage comparatif révélé symétrique (ACRS), défini par la formule suivante :

$$ACRS_{c,p} = \frac{ACR_{c,p} - 1}{ACR_{c,p} + 1}$$

où $ACR_{c,p} = \frac{Exports_{c,p} / \sum_p Exports_{c,p}}{Exports_{world,p} / \sum_p Exports_{world,p}}$ et où $Exports_{c,p}$ désigne les exportations totales du produit p par le pays c et $Exports_{world,p}$ les exportations totales du produit p dans le commerce mondial.

L'indicateur ACRS est compris entre -1 et +1. Plus la valeur du ACRS d'un produit donné p exporté par le pays c est élevée, plus l'importance relative du produit p dans le panier d'exportations du pays c est élevée. Une valeur de 0 signifie que la part des exportations du produit p par le pays c est identique à la part du produit p dans le commerce mondial. Si la valeur du ACRS d'un produit est supérieure à 0 pour un pays donné, on considère alors que ce pays est spécialisé dans le produit considéré. Le taux de change effectif nominal (TCEN) et les variables indicatrices d'année, de pays et de produit sont utilisés comme variables de contrôle.

L'écart-type de la croissance des exportations mondiales par produit est de 0.17. Les écarts-types de la variation du ACRS de la Chine, de l'Allemagne, des États-Unis et des économies dynamiques d'Asie sont de 0.107, 0.073, 0.082 et 0.088 respectivement.


Comme attendu, le signe du terme ACRS est négatif. La croissance des exportations du produit p par le pays c ralentit lorsque les autres pays renforcent leur spécialisation dans ce produit. La demande mondiale pour un produit a également le signe positif attendu ; plus le marché mondial d'un produit croît rapidement, plus il est facile pour un pays d'accroître ses propres exportations de ce produit.

Croissance des exportations de produits manufacturés

Variable dépendante	DLOG des exportations (c,p t)
Variation du ACRS de la Chine (p,t)	-0.04 (***)
Variation du ACRS de l'Allemagne (p,t)	-0.06 (***)
Variation du ACRS des États-Unis (p,t)	-0.12 (***)
Variation du ACRS des économies dynamiques d'Asie (p, t)	-0.05 (***)
DLOG du TCEN (c,t)	-0.03 (**)
DLOG des exportations mondiales (p,t)	0.34 (***)
Constante	0.29 (***)
Variable indicatrice année	yes
Variable indicatrice produit	yes
Variable indicatrice pays	yes
Nombre d'observations	602,952
	1995-2015
	44 pays
-	CTCI Secteur manufacturier, 742 produits

Notes : c, p et t désignent le pays, le produit et la période. DLOG désigne la différence logarithmique. TCEN désigne le taux de change effectif nominal. Les exportations sont mesurées en valeur. Les économies dynamiques d'Asie comprennent Hong Kong, Chine ; la Malaisie ; les Philippines ; Singapour ; le Taipei chinois ; la Thaïlande et le Vietnam. « *** », « ** » et « * » : statistiquement significatif à 1 %, 5 % et 10 % respectivement.

Source : Base de données Comtrade des Nations Unies, Banque des règlements internationaux et Araujo et al. (2017).

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933505106>

ANNEXE 2.2

Résultats de la régression pour l'emploi manufacturier

L'impact de la concurrence des importations sur l'emploi manufacturier a été analysé au niveau des pays au moyen d'une régression multi-pays de la part de l'emploi manufacturier dans l'emploi total. Plusieurs variables explicatives ont été utilisées pour rendre compte de l'effet des échanges, de l'évolution technologique et des modes de consommation. Les *importations intermédiaires* désignent la pénétration des importations de produits intermédiaires, mesurée par le ratio entre les importations de produits intermédiaires de l'ensemble des secteurs et les dépenses intérieures totales. Les *importations destinées à la consommation finale* désignent la pénétration des importations de biens de consommation, mesurée par le ratio entre les importations de biens de consommation de l'ensemble des secteurs et les dépenses intérieures totales. Les *investissements dans les TIC* correspondent au ratio entre les investissements en équipements de TIC du secteur manufacturier et le PIB du secteur manufacturier. Les *investissements dans les machines* désignent la variation des investissements dans les machines, mesurés par le ratio entre les investissements du secteur manufacturier dans les machines autres que de transport et de TIC et le PIB du secteur manufacturier. La *part de la consommation* représente la somme pondérée des parts de la consommation de biens durables et semi-durables dans la consommation totale (somme de la consommation de biens durables, semi-durables et non durables et de services), exprimées en valeur, de 37 pays membres et non membres de l'OCDE.

Pour limiter le risque que la régression ne reflète des tendances plutôt que les fluctuations conjoncturelles, l'emploi manufacturier est mesuré en proportion de l'emploi total et toutes les variables sont exprimées en termes de variation sur des périodes de six années (1990-6, 1996-2002, 2002-08 et 2008-14). Il semble par ailleurs improbable que les chocs touchant spécifiquement la demande dans le secteur manufacturier déterminent à la fois les importations de biens intermédiaires et l'emploi, car la tendance de la part de l'emploi manufacturier est orientée à la baisse alors que l'activité sur les CVM suit une tendance haussière depuis 25 ans. Le terme de la part de la consommation a été inclus de manière à rendre compte au moins en partie des chocs qui touchent spécifiquement la demande dans le secteur manufacturier. On a également vérifié la robustesse des résultats en effectuant les régressions avec les variations en glissement annuel : les résultats restent valables et sont même encore plus probants. Les régressions sont effectuées avec des variables indicatrices de temps pour les trois premières sous-périodes et une constante,

qui représentent ensemble la tendance commune inexplicée. Les spécifications retenues sont les suivantes :

$$(1) dY = \beta_1 dMPENcons + \beta_2 dMPENint + \beta_3 dmach + \beta_3 dICT + period1 + period2 + period3 + cst + e$$

$$(2): dY = \beta_1 dMPENcons + \beta_2 dMPENint + \beta_3 dmach + \beta_4 dICT + \beta_5 dlnXPERF + period1 + period2 + period3 + cst + e$$

$$(3): dY = \beta_1 dMPENcons + \beta_2 dMPENint + \beta_3 dmach + \beta_4 dICT + \beta_5 dMPENcons(from china) + \beta_6 dMPENint(from China) + period1 + period2 + period3 + cst + e$$

$$(4): dY = \beta_1 dMPENcons + \beta_2 dMPENint + \beta_3 dmach + \beta_4 dICT + \beta_5 dConsumptionShares + cst + e$$

$$(5): dY = \beta_1 dMPENcons + \beta_2 dMPENint + \beta_3 dmach + \beta_4 dICT + \beta_5 dlnXPERF + \beta_6 dConsumptionShares + cst + e$$

Explication du déclin de la part de l'emploi manufacturier dans quelques pays de l'OCDE

Variable dépendante : variation de la part de l'emploi manufacturier dans l'emploi

	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
Importations destinées à la consommation finale	-0.4799 **	-0.4749 **	-0.2937	-0.5580 ***	-0.5097 ***
Importations intermédiaires	0.1914 ***	0.1720 ***	0.1835 ***	0.2026 ***	0.1742 ***
Investissements dans les machines	-0.0561 *	-0.0489 *	-0.0859 ***	-0.0586 **	-0.0493 *
Investissements dans les TIC	-0.0873	-0.0806	-0.0519	-0.0850	-0.0760
Résultats à l'exportation (log)		0.0099			0.0114
Importations destinées à la consommation finale en provenance de la Chine			-0.9497		
Importations intermédiaires en provenance de la Chine			-0.1785		
Part de la consommation				0.2409 *	0.1951 *
Constante	-0.0163 ***	-0.0156 ***	-0.0160 ***	-0.0158 ***	-0.0156 ***
Variable indicatrices temps (dummies) : 1990-96	0.0013	0.0003	0.0011		
1996-2002	0.0002	-0.0007	0.0023		
2002-08	-0.0065 **	-0.0056 *	-0.0040		
Pays					
Périodes (maximum)	4	4	4	4	4
Nombre d'observations	47	47	45	47	47
R ² ajusté	0.277	0.282	0.299	0.296	0.314

Notes : Toutes les variables sont exprimées sous forme de variation. Pour les besoins de la régression, la variation des données est calculée sur les sous-périodes 1990-6, 1996-2002, 2002-08 et 2008-14. « *** », « ** » et « * » désignent des niveaux de signification statistique de 1 %, 5 % et 10 % respectivement. La variable dépendante est la variation du ratio emploi manufacturier/emploi total. La variable « importations intermédiaires » désigne la variation de la pénétration des importations de biens intermédiaires, mesurée par le ratio entre les importations de biens intermédiaires de l'ensemble des secteurs et les dépenses intérieures totales. La variable « importations destinées à la consommation finale » désigne la variation de la pénétration des importations de biens de consommation, mesurée par le ratio entre les importations de biens de consommation de l'ensemble des secteurs et les dépenses intérieures totales. La variable « investissements dans les TIC » correspond au ratio entre les investissements en équipements de TIC du secteur manufacturier et le PIB du secteur manufacturier. La variable « investissements dans les machines » désigne la variation des investissements dans les machines, mesurés par le ratio entre les investissements du secteur manufacturier dans les machines autres que de transport et de TIC et le PIB du secteur manufacturier. La part de la consommation est une variable agrégée correspondant à la somme pondérée des parts de la consommation de biens durables et semi-durables dans la consommation totale (somme de la consommation de biens durables, semi-durables et non durables et de services), exprimées en valeur, de chacun des pays suivants : AUT, BEL, CAN, CZE, DNK, FIN, FRA, DEU, GRC, HUN, ISL, IRL, ITA, JPN, KOR, LUX, MEX, NLD, NZL, NOR, POL, PRT, SVK, SWE, GBR, USA, CHL, COL, EST, ISR, LVA, SVN; ZAF; LTU, CRI, IDN, TUR. Des variables indicatrices de temps sont incluses pour les trois premières sous-périodes. Une constante est également incluse.

Source : Les données proviennent de plusieurs bases de données de l'OCDE : STAN ou GOV pour les données sur l'emploi, STAN pour les données sur les importations, les comptes nationaux de l'OCDE pour les données sur l'investissement, et la base de données analytiques pour les dépenses intérieures totales et les taux de change.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933505087>


ANNEXE 2.3

Analyse régionale

	Nombre de régions	Corrélation entre			
		Taux d'emploi dans le secteur manufacturier et taux d'emploi total	Taux d'emploi dans le secteur manufacturier et exposition aux importations	Taux d'emploi total et taux d'immigration interrégionale net	Revenu marchand et taux d'emploi dans le secteur manufacturier
AUS	9	0.10	-0.64*	-0.15	0.62*
AUT	35	0.54***	-0.08	0.52	0.90***
BEL	3	0.59	0.71		0.61
CAN	13	0.23	0.10	0.42	0.69**
CZE	14	0.53**	0.33	0.67*	-0.67*
DEU	16	0.48**	0.48**	0.46*	0.92***
DNK	11	0.19	0.60**	-0.66	0.47*
ESP	59	0.28**	-0.19*	-0.01	-0.02
EST	5	0.39	-0.09		
FIN	19	0.59***	0.06	0.94***	0.13
GBR	173	0.40***	0.01		0.21**
GRC	13	0.16	-0.05		-0.64***
HUN	20	0.87***	0.40*	0.41	0.83**
IRL	8	0.96***	0.34		0.88***
ITA	110	0.43***	0.01	-0.32	0.21
KOR	17	0.71***	0.43*	0.75**	0.42*
LVA	6	-0.64	0.46		
MEX	32	0.24	0.41***		0.01
NLD	12	-0.22	-0.06	0.12	-0.56**
NOR	19	0.32		-0.22	
POL	16	0.80***		0.33	0.42*
PRT	25	0.64***	-0.19	0.25	0.14
SVK	8	0.76**		-0.98**	0.06
SVN	12	0.48	0.18		0.06
SWE	21	0.76***	-0.18	0.58*	0.69**
TUR	26	0.51***		0.09	
USA	51	0.42***	0.02	0.51***	0.56***

Note : Les coefficients de corrélation sont calculés sur des périodes allant de 2000 (ou une année ultérieure, mais la durée de la période ne peut pas être inférieure à 5 ans) à la dernière année pour laquelle des données sont disponibles. Différents niveaux de données régionales (grandes régions - niveau L2 ou petites régions - niveau L3) ont été retenus selon les pays, de manière à obtenir le plus vaste échantillon possible. Le nombre de régions ou de sous-régions pris en compte figure dans la première colonne ; cependant, pour la corrélation avec les flux d'immigration interrégionale, seul l'échelon régional est utilisé.

Source : Base de données régionales de l'OCDE ; base de données pour l'analyse structurelle ; et calculs de l'OCDE.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933505125>